

ANALYSE ET SUIVI
DU CHANGEMENT SOCIAL
ET DE L'OPINION PUBLIQUE
DANS LES COMMUNES
DU GRAND PROJET des VILLES

RAPPORT D'ETUDES

novembre 2008

❑ **Etude réalisée sous la direction de :**

- Daniel MANDOUZE, sociologue-urbaniste

❑ **Avec la collaboration de :**

- Laure GUARATO, psychosociologue
- Laurence Le GOUX, psychosociologue
- Thomas AMOUROUS, psychosociologue

○ **Participation aux enquêtes de terrain :**

- Anne-Cécile BAUD, sociologue
- Marie-Laure BARRAQUET, sociologue
- Manon ZELLNER, psychosociologue

○ **Stagiaire :**

- Pierre JOANOVITS (master en psychosociologie à Bordeaux 2)

- **Préambule**

I • LES OBJECTIFS ET LA DEMARCHE

I - 1 – Les objectifs généraux

- Comprendre les effets du renouvellement urbain sur la vie sociale et sur l'opinion des habitants
- Produire une connaissance partagée pour orienter l'action
- Un suivi longitudinal sur la durée

I - 2 – La méthode

- Une démarche essentiellement qualitative
- Une approche par un panel de "situations habitantes"
- 3 catégories d'outils
 - Les entretiens semi-directifs
 - Le questionnaire fermé
 - Les outils de la psychosociologie
- Le déroulement de l'étude

I - 3 – Les thématiques abordées, le questionnement

- Une grille de lecture
 - La perception du renouvellement urbain
 - La territorialité : pratiques et sociabilités (les lieux, les usages, les relations)
 - Les représentations, les projections et les attentes
- Un questionnement transversal

II • LES PRINCIPALES TENDANCES OBSERVEES

II - 1 – LES POSITIONNEMENTS GENERAUX

- Le tramway, symbole indépassable du changement territorial
- Le Renouvellement Urbain : un changement légitime et attendu
 - Un rattrapage plus qu'une nouvelle ère
 - Un changement d'image qui revalorise
 - Projet global, perceptions fragmentaires

- Des appartenances territoriales multiples autant que flexibles
 - La Rive Droite : une identification sans assimilation
 - Un lien particulièrement fort avec la commune
 - Le quartier : une dimension faiblement identitaire
 - Le recul des quartiers comme territoires d'appartenance ?
- Changement urbain et changement social : réserves, scepticisme, effets pervers
 - "Le décor s'améliore, les problèmes restent"
 - Des ambiguïtés sur les formes urbaines et la valeur des lieux
 - De fortes ambivalences par rapport aux effets à terme de la diversité sociale
 - Une contradiction apparente entre expression formelle et ressenti effectif
 - Des relations entre "anciens" et "nouveaux" encore incertaines
 - Des ambiguïtés sur les formes urbaines et la valeur des lieux
- Des attentes qui se standardisent

Fiche enquête : évolution des habitudes et satisfaction

Fiche enquête : les attentes exprimées

II - 2 - LA TEMPORALITE, PRINCIPAL FACTEUR DE DIFFERENTIATION

- Tableau de synthèse :
 - *Croisement des temporalités habitantes et des temporalités des projets*
- Analyse globale et illustrations locales

III • ENQUETE DETAILLEE – TABLEAUX DE SYNTHESE

- Tableau général de l'enquête
- Récapitulatif des typologies et des sites correspondants
- Profil des personnes enquêtées – entretiens
- Profil des personnes enquêtées - questionnaire
- Guide d'entretien
- Grille des réponses au questionnaire

□ SUITES DE LA DEMARCHE

- Angles d'attaque et priorités pour les phases à venir

La démarche, a priori peu usitée, engagée par le GIP-GPV et ses partenaires à travers le présent travail représente un double pari :

- tenter d'aborder la question du changement territorial d'un point de vue "sensible", par une lecture à chaud du "territoire vécu" très éloignée des mesures habituellement produites par des batteries d'indicateurs ;
- produire une connaissance partagée pour orienter l'action, à travers une évaluation "en marchant" des effets d'une stratégie territoriale d'ensemble et un suivi longitudinal sur plusieurs années.

Le présent rapport marque la première étape de cette démarche, en présentant la synthèse d'une enquête qualitative approfondie effectuée en 2007-2008 sur tout le territoire du Grand Projet des Villes (4 communes).

Il a fait l'objet d'une restitution lors d'un séminaire réuni à Cenon le 20 novembre 2008, en présence de l'ensemble des partenaires concernés (élus, techniciens, partenaires) et d'experts invités du département de sociologie de l'Université de Bordeaux 2.

I - 1 – LES OBJECTIFS GENERAUX

La démarche poursuit trois objectifs complémentaires :

✓ **Comprendre les effets du renouvellement urbain sur la vie sociale et sur l'opinion des habitants :**

- Obtenir une connaissance qualitative des effets produits par le renouvellement urbain sur le territoire du Grand Projet de Ville, du point de vue :
 - des mutations sociales et territoriales (sociabilités, modes de vie),
 - de la perception qu'en ont les habitants (images, représentations).
- Comprendre les répercussions effectives du renouvellement urbain dans la vie quotidienne des populations de la rive droite plus ou moins directement concernées par les projets en cours ; il s'agit d'aller au-delà des bilans classiques principalement basés sur des grilles d'indicateurs (logement / données sociales / données économiques).
- Identifier la connaissance qu'ont les habitants de l'action publique mise en œuvre, ainsi que leurs jugements et leurs attentes.

Plus généralement, il s'agit de tenter d'évaluer dans quelle mesure le renouvellement urbain s'approche de son objectif fondamental qui est explicitement de *“repositionner les Hauts de Garonne dans l'agglomération comme un site urbain banalisé”*.

✓ **Produire une connaissance partagée pour orienter l'action**

- Etablir un panel de situations-types représentatives sur l'ensemble du territoire, et utiliser des outils méthodologiques permettant :
 - de tirer des enseignements généraux au delà des cas étudiés ;
 - de mettre à jour dans la durée les connaissances produites et leurs évolutions éventuelles.
- Aboutir à une lecture partagée avec les différents acteurs intervenant dans le domaine du renouvellement urbain : vision d'ensemble à l'échelle du territoire, perception des spécificités et des différences, critères de réussite des opérations, etc.
- Evaluer les besoins éventuels d'ajustement dans les objectifs de projet ou les modalités de conduite des opérations.

✓ **Mettre en place un suivi longitudinal sur la durée**

A partir de la première enquête réalisée à un “temps 0”, il s’agit de mettre en place un protocole de mise à jour récurrent et plus léger permettant de suivre les évolutions sur plusieurs années à partir du référentiel de départ.

I - 2 – LA METHODE

✓ **Une démarche essentiellement qualitative**

La nature même de la réflexion engagée et des objectifs poursuivis ont conduit à privilégier une approche qualitative. L’objectif est en effet de recueillir et de synthétiser un matériau d’analyse à partir d’une parole sensible appuyée sur une *expérience habitante*, le récit d’un parcours résidentiel, des identifications, des représentations, des projections...

Les échantillons de population enquêtée n’ont pas été quantifiés a priori à partir de données statistiques globales, de toute façon trop anciennes (les seules données complètes datent du RGP 1999 et ne peuvent plus être considérées comme significatives) ou encore non comparables entre les communes (certaines ont fait l’objet de recensements partiels).

Ils ont été constitués, conjointement avec le commanditaire et les représentants des communes, à partir d’un certain nombre de lieux considérés comme caractéristiques des différentes situations rencontrées sur le territoire, et en respectant une pondération logique sur les critères les plus significatifs afin de garder un corpus cohérent (répartition entre les communes, sexe, catégorie sociale, statut d’occupation, etc).

Il a été néanmoins jugé utile de faire un zoom plus spécifique sur le public jeune (adolescents et jeunes majeurs), souvent porteur (et objet) d’images et de représentations archétypales qui méritent d’être questionnées, et dont l’évolution éventuelle peut s’avérer éclairante du point de vue de l’objet de l’étude.

Le nombre total de personnes rencontrées est ainsi supérieur à 400, dont 384 entretiens formels.

✓ **Une approche par un panel de “situations habitantes”**

L’envergure du territoire étudié, la disparité des réalités géographiques, urbaines et sociales qu’il recouvre ainsi que le souci de ne pas limiter la lecture au seul point de vue des “cités”¹ ont amené à conduire les enquêtes à partir d’un échantillon de “situations habitantes” représentatives, qui se définissent au croisement de plusieurs paramètres : typologie urbaine, produit logement, statut d’occupation ou dominante sociale, localisation, degré d’implication dans les projets de renouvellement urbain.

¹ Le terme de “cité” est employé à dessein, tout au long de l’étude, dans son acception populaire la plus commune pour désigner les ensembles d’habitat social collectif auxquels se réfèrent spontanément les représentations les plus courantes des “problèmes de la banlieue”.

→ 6 types de situations ont été retenus, représentés par un ou plusieurs sites sur chacune des 4 communes (à 1 ou 2 exceptions près) :

- **Territoires de logements sociaux directement concernés par une opération de démolition/reconstruction :**
 - *FLOIRAC Libération, CENON 8 mai 45, LORMONT Génicart et Haut Carriet, BASSENS Le Bousquet*
- **Territoires de logements sociaux concernés par une réhabilitation ou une résidentialisation :**
 - *FLOIRAC Dravemont, CENON La Sarraillère, La Marègue*
- **Territoires potentiellement sensibles mais non concernés par les projets actuels :**
 - *FLOIRAC Cité du Midi, CENON Grédy, Tour Blanche, Bas Cenon, LORMONT Olympies, Bas Carriet, BASSENS Le Moura*
- **Territoires riverains de secteurs de sites de logements sociaux :**
 - *FLOIRAC Jean Jaures, LORMONT Fontainebleau, Stadella, CENON Bérénice, BASSENS Les Datz.*
- **Secteurs pavillonnaires éloignés des sites de logements sociaux :**
 - *FLOIRAC La Burthe, CENON Les Cèdres, Plaisance, LORMONT secteur proche du centre commercial, BASSENS Montsouris*
- **Nouveaux quartiers ou secteurs d'habitat :**
 - *FLOIRAC Sérillan, CENON ZAC Victor Hugo, LORMONT Carré des Iris, Les Cèdres, Les Pins (bas Carriet)*

✓ 3 catégories d'outils

- *Les entretiens semi-directifs*

Le principal outil d'investigation a été l'entretien semi-directif, mis en œuvre à partir d'un guide d'entretien élaboré de manière à pouvoir aborder l'ensemble des thèmes sur la base d'un échange approfondi d'une durée comprise entre 1h et 1h30, au domicile des personnes enquêtées.

Les contacts avec ces dernières ont été pris soit directement par l'équipe d'étude sur les sites d'investigation retenus (téléphone, ou de proche en proche à partir des premières rencontres), soit par l'intermédiaire de structures municipales ou associatives. Ces deux approches ont permis de toucher autant d'habitants "quelconques", parfois totalement étrangers à toutes les formes d'organisation locale et aux représentations qui s'y rattachent, que de personnes plus proches des réseaux institutionnels et des médiateurs sociaux.

Cette double approche a permis de prendre la mesure décalages parfois très importants, sur un même secteur d'habitat, dans le positionnement des habitants par rapport au territoire à son environnement.

150 entretiens de ce type ont été réalisés sur l'ensemble des sites.

- *Le questionnaire fermé*

Elaboré à partir des données recueillies au cours des entretiens approfondis, un questionnaire portant sur 20 items a permis d'élargir l'échantillon, de vérifier et de pondérer les points de vue exprimés, notamment sur les secteurs directement concernés par des opérations de renouvellement urbain dans chacune des communes.

Ces secteurs se sont en effet clairement révélés, sur l'ensemble de l'enquête, être de très loin ceux qui font l'objet des opinions les plus nombreuses et des points de vue les plus affirmés sur les différentes questions intéressant l'objet de l'étude.

Les questionnaires ont été passés oralement au cours d'entretiens d'environ 10-12 minutes, à différents moments et dans différents lieux de l'espace public sur les 4 communes, en tenant compte de la présence ou non du réseau de tramway (répartition entre des secteurs fortement connectés au grand territoire et des secteurs plus isolés ou introvertis).

150 personnes ont été interrogées selon cette modalité.

- *Les outils de la psychosociologie*

Initialement, la proposition d'étude prévoyait de déployer plusieurs outils issus des méthodes de la psychosociologie (différentiateur sémantique d'Osgood, par exemple) afin d'obtenir, sur des populations-types comme des groupes constitués, des protocoles reproductibles à l'identique permettant de mesurer les évolutions d'une période sur l'autre.

Après une première phase d'élaboration et quelques tests, ces outils se sont rapidement révélés trop complexes à mettre en œuvre et à traiter au regard de ce qu'ils pouvaient apporter à une étude déjà très complète, pas nécessairement probants du point de vue des objectifs de l'étude et en tout état de cause trop lourds à reproduire dans l'optique d'un suivi ultérieur régulier avec des moyens d'investigation plus réduits.

Ce volet méthodologique a donc été redimensionné et recentré sur un seul public-cible, qu'il paraissait intéressant de considérer comme tel : les jeunes de 14-16 ans, qui constituent, dans les représentations courantes, une figure-type de la sociologie des banlieues.

Ces jeunes ont été rencontrés dans le cadre des collèges (1 classe de collège par commune), à partir de 3 outils considérés comme plus opératoires :

- un questionnaire sur les "identités topologiques" (appartenances et identifications) ;
- une carte mentale (représentation de "son" quartier) ;
- un questionnaire ouvert (réponses spontanées) portant sur les lieux de références (sans limites a priori), les changements perçus sur le territoire et les appréciations portées sur ces changements.

84 jeunes ont ainsi été interrogés sur les 4 communes.

Quelques entretiens de groupes ont également été effectués auprès de lycéens du Lycée professionnel de Lormont, ce qui a permis de nuancer la question du “point de vue des jeunes” à partir de l’expression de jeunes adultes proche de l’âge de la décohabitation et susceptibles de faire à brève échéance d’autres choix résidentiels.

✓ **Le déroulement de l’étude**

- Le principal problème rencontré dans la mise en œuvre de la démarche a été celui de la coïncidence entre le temps de l’enquête et le temps des projets et de opérations effectives sur le territoire.

Initiée en mai 2007, la première phase de terrain a été largement infructueuse en raison du décalage qui pouvait exister du point de vue du phasage du renouvellement urbain entre les différents secteurs étudiés. Seuls les secteurs de Bassens Le Bousquet et Lormont Carriet avaient fait l’objet d’opérations quasi achevées ou très avancées ; les sites qui se trouvaient positionnés trop en amont des projets à venir ne “parlaient” pas (ou pas suffisamment) du point de vue de l’enquête, les opinions recueillies étant de fait extrêmement peu étayées par rapport à l’objet lui-même, quand elles n’étaient pas inexistantes. On notera que cela constitue malgré tout, en ceux, un enseignement de fond par rapport au sujet étudié.

Les points de vue sur le renouvellement urbain n’existent en effet pour ainsi dire pas dans l’abstrait, par anticipation ou par extrapolation ; ils ne se constituent dans l’immense majorité des cas qu’à partir d’éléments tangibles et directement constatables dans un environnement proche, voire seulement à partir du moment où ils impliquent directement la situation personnelle des personnes interrogées.

En raison du faible rendement des investigations lors de cette première période et des distorsions que cela ne pouvait manquer d’opérer entre les différentes situations étudiées, il a été convenu, en accord avec le commanditaire, de reporter le gros du travail de terrain sur le premier semestre 2008 pour mieux coller au calendrier des Opérations de Renouvellement Urbain (ORU) : démolitions fin 2007 sur des secteurs importants du plateau (Cenon Grand Pavois et La Marègue, notamment), réhabilitations conséquentes (La Marègue), concrétisation des phases de relogement sur les opérations à venir à partir de 2008-2009 (Lormont Génicart et bas Floirac).

La partie la plus dense de l’étude a donc été conduite au cours du premier semestre 2008.

Le “**temps 0**” faisant office de référence pour mesurer les évolutions dans la durée peut ainsi être arrêté à juin 2008.

- Par ailleurs, dans le souci de l'opérationnalité des outils et de leur capacité à permettre de reproduire et de comparer dans le temps, on soulignera que les entretiens qualitatifs, le questionnaire fermé (tous publics), le questionnaire ouvert (collèges) et les quelques entretiens de groupe (jeunes) se sont montrés tout à fait adaptés aux objectifs poursuivis en permettant de recueillir matériau d'analyse significatif et actualisable le moment venu.

En revanche, dans les phases d'enquêtes auprès des jeunes, les cartes mentales ont mis en jeu trop de situations différentes pour établir une grille d'interprétation vraiment opératoire et reproductible ; de même la mesure des identités topologiques, intéressante dans l'absolu, a plutôt vérifié des choses a priori connues qu'elle n'a apporté de nouveaux éclairages.

✓ **Une grille de lecture**

Les thématiques abordées tout au long de l'enquête se déclinent formellement, à travers les outils de questionnement utilisés, selon trois principales rubriques :

- **La perception du renouvellement urbain**
 - connaissance des opérations, des projets,
 - perception de l'investissement public,
 - identification des acteurs, des opérateurs,
 - perception des évolutions structurelles, jugements,
 - positionnement personnel.
- **La territorialité : pratiques et sociabilités (les lieux, les usages, les relations) :**
 - territoires de référence, territoires pratiqués,
 - notion de quartier,
 - vie sociale, climat relationnel,
 - appartenances, démarquages, rejets,
 - évolutions perçues.
- **Les représentations, les projections et les attentes**
 - images des lieux / images de soi / aspirations au changement,
 - la place des "cités" dans le territoire et les connotations qui s'y rapportent,
 - impact des ORU dans le changement d'image éventuel,
 - changement urbain et changement social,
 - satisfactions / critiques / attentes,
 - projections dans l'avenir.

✓ **Un questionnement**

Cette "grille" formelle est traversée par un schéma de questionnement sous-jacent (*que veut-on savoir ?*), basé au départ sur un certain nombre d'attentes du point de vue de la commande, de prémisses et d'intuitions, mais qui n'a cessé d'évoluer et de se préciser tout au long des investigations, et qui devra se prolonger dans les phases ultérieures :

- *qu'est-il en train de se passer du point de vue ;*
 - *des rapports des habitants au(x) territoire(s) ?*
 - *des rapports des groupes sociaux entre eux ?*
- *quelles sont les "territorialités" et les "cultures habitantes" rencontrées, quels impacts le renouvellement urbain a-t-il sur elles ?*
- *quels sont les critères ou les indicateurs de satisfaction, de réticence, de rejet ?*
- *quelles sont les variables significatives sur lesquelles ils reposent (situation sociale, urbaine, génération, captivité/mobilité, capacité de projection...) ?*

- *peut on identifier :*
 - *de nouvelles pratiques urbaines ?*
 - *de nouvelles expériences sociales ?*
 - *un déplacement des positionnements sociaux ?*
 - *un glissement des antagonismes ou des solidarités ?*
- *les inscriptions territoriales se modifient-elles, y a-t-il une banalisation des “quartiers d’habitat social” ?*
- *comment les images évoluent-elles ?*
 - *images de soi, image des autres,*
 - *images des lieux*
- *les publics perçoivent-t-ils une globalité dans les démarches engagées, à quelle échelle, à qui l’attribuent-t-ils ?*
- *quelles sont les attitudes prospectives et les évolutions attendues ?*

Remarque importante :

Ce travail ne se substitue pas aux diverses études et analyses qui ont pu être engagées sur les bilans du relogement, ni ne constitue une enquête de satisfaction par rapport aux opérations conduites par les pouvoirs publics et les bailleurs.

Elle ne vise pas non plus à évaluer spécifiquement les situations locales sur lesquelles les investigations ont été conduites, celles-ci étant prises en compte en tant que “type de situation” ou “cas de figure” à partir desquels baser une réflexion élargie.

• *La ville et ses habitants, une relation entre l'utilitaire et l'affectif*

La synthèse des différents types et niveaux d'investigation fait logiquement apparaître des divergences fondamentales dans les rapports au territoire et dans la perception du renouvellement urbain et des changements induits, écarts qui s'articulent à travers la conjugaison de 4 types de paramètres :

- *l'espace* (localisation résidentielle, mobilité, territoires de référence, proximité ou non des ORU)
- *le temps* (ancienneté de résidence, phase d'avancement des ORU pour ceux qui sont concernés, projections dans l'avenir)
- *les positions sociales* (activité ou non, degré de captivité par rapport au lieu de résidence, réseau de sociabilité)
- *l'imaginaire et les données sensibles*, largement corrélés aux 3 premiers.

Il en découle un morcellement et une diversité des opinions la plupart du temps revendiqués comme autonomes, mais qui témoignent à l'envi de la complexité et de la dimension à la fois pragmatique et irrationnelle du *rapport à la ville*, à la fois "territoire contenant des objets" et "territoire contenant des personnes", espace chargé de mémoire, marqueur social, système d'identification autant que de mise à distance.

Il est évidemment impossible de rendre compte de toute sa richesse et la sensibilité du matériau recueilli, mais il est néanmoins possible de procéder à une catégorisation des positionnements relatifs aux questions soulevées par l'étude, et de dégager une série d'observations sur les points de vue les plus majoritairement partagés.

II - 1 – LES POSITIONNEMENTS GENERAUX

□ Le tramway, symbole indépassable du changement territorial

A de rares exceptions près, le tramway occupe, et de très loin, la place prépondérante dans l'expression des habitants lorsqu'il s'agit d'évoquer les évolutions qu'ils ont pu observer ces dernières années sur le territoire de la rive droite, souvent au point d'occulter tout le reste.

Au-delà des aspects largement connus de la valeur utilitaire et symbolique du tramway depuis sa mise en place sur la communauté urbaine, on peut faire au moins 2 observations :

- le lien créé par le tramway est beaucoup plus un lien entre la rive droite et Bordeaux qu'un lien transversal entre les communes de la rive droite ;
- on peut y voir le fait que c'est *l'ancrage dans l'agglomération* qui représente, pour l'immense majorité des personnes interrogées, le signe le plus fort du changement qui s'opère sur leur territoire depuis ces dernières années.

Cela s'exprime de manière très claire à l'évocation des nouvelles commodités offertes et des pratiques qui en résultent (*"on est plus très loin du centre ville, en 20 minutes on y est... ça n'a plus rien à voir"*), mais aussi en référence au fait que la liaison entre les deux rives s'est faite à travers la première ligne créée (*"c'est normal qu'on ait eu le tramway, on fait partie de la CUB quand même, même si parfois on nous oublie !"*).

□ Le Renouvellement Urbain : un changement légitime et attendu

• Un rattrapage plus que l'avènement d'une ère nouvelle

D'une manière générale, les avis sont largement positifs à l'égard du renouvellement urbain *en tant que tel* sur l'ensemble du territoire, même si les discours se font beaucoup plus critiques lorsqu'ils se rapportent à des situations locales ou des cas personnels.

Le changement urbain est perçu dans l'ensemble comme une "mise à jour", une "mise à niveau" du territoire plus qu'une refondation. Beaucoup d'habitants voient dans la phase actuelle une mise en adéquation de la forme et de l'image avec aux représentations préexistantes qu'ils s'en faisaient (écart avec une mauvaise réputation considérée comme globalement injuste), celles-ci étant largement conditionnées par le souci permanent de se démarquer des adresses les plus stigmatisées tout en revendiquant la valeur globale de sa commune.

Pour beaucoup, le renouvellement urbain a pour effet de révéler une valeur que le territoire possédait déjà à leurs yeux, une valeur déniée globalement à cause de réputation déplorable de certains lieux. Il permet en quelque sorte d'assumer sans

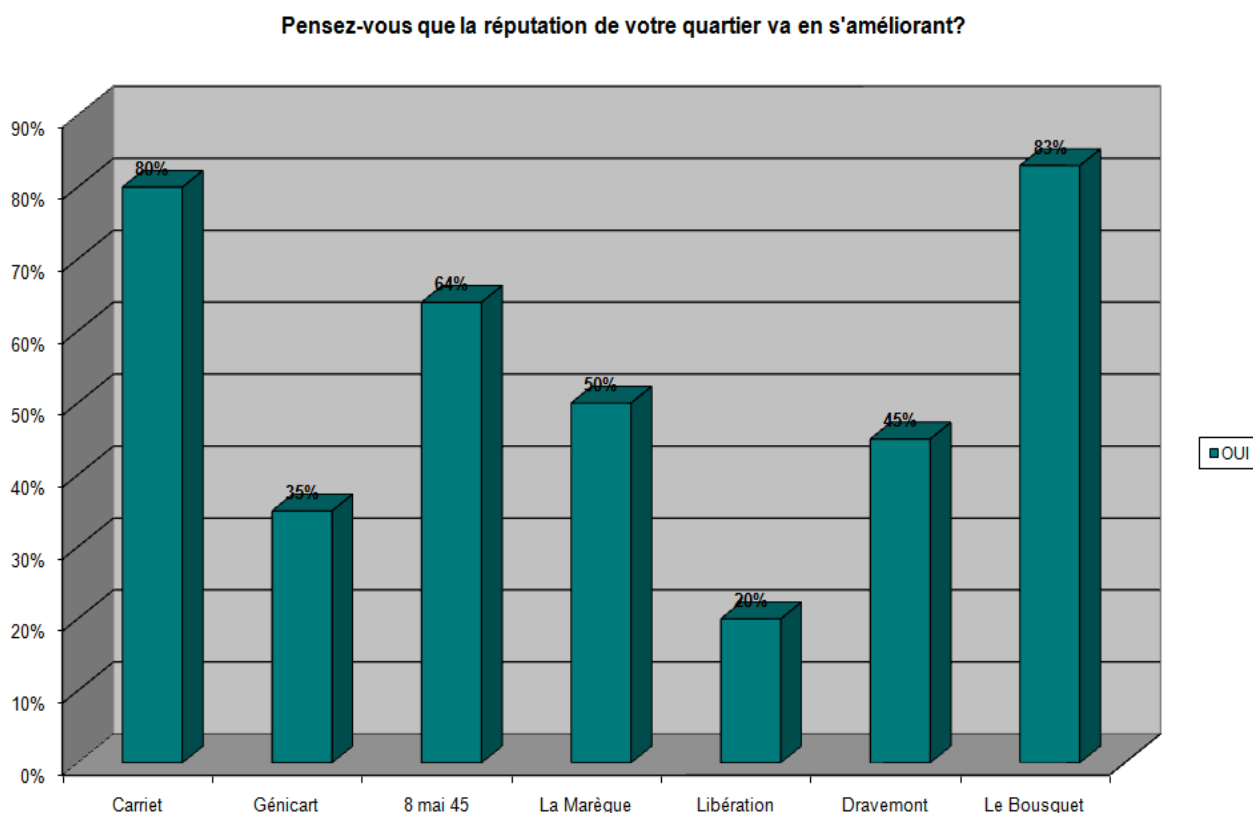
avoir autant à le justifier l'attachement à son cadre de vie, surtout quand celui-ci est depuis longtemps fortement connoté par les stéréotypes de la banlieue (c'est particulièrement sensible à Lormont et Cenon) ; *"la rive droite c'était quand même pas ce qu'on en disait"* ; *"on habite tout de même pas des ghettos"*.

Cette mise à jour est également perçue comme "une reconnaissance" de l'agglomération vis-à-vis d'un territoire dévalué, une prise en considération qui aurait du avoir lieu plus tôt : *"il était temps qu'ils le fassent, il était temps qu'ils s'en préoccupent"*.

Ce "ils" impersonnel désigne généralement "la CUB", comme entité générique plus que comme acteur politique. Dans la quasi-totalité des cas la responsabilité des différentes opérations et réalisations effectuées sur le secteur lui est en effet attribuée, probablement par effet de généralisation tant la mise en place du tramway cristallise la manifestation du changement.

On constate d'ailleurs logiquement que ce sentiment de reconnaissance ainsi que la présomption d'un retournement d'image en est directement proportionnel à l'état d'achèvement ou d'avancement des opérations ; ils s'expriment plus spontanément à Lormont Carriet, à Bassens Le Bousquet et à Cenon La Marègue ou 8 Mai 45, avec des évolutions sensibles suivant la période à laquelle les entretiens ont été menés.

Le graphique suivant témoigne clairement de cette relation entre état d'achèvement et retournement supposé de l'image, les scores positifs étant singulièrement élevés sur les sites où les opérations sont terminées ou en voie de l'être.



• Un changement d'image qui revalorise

Au-delà de "l'effet tramway" (néanmoins pondéré en certains endroits par des inconvénients liés à la refonte du réseau bus), beaucoup de personnes interrogées s'estiment gagnantes au titre :

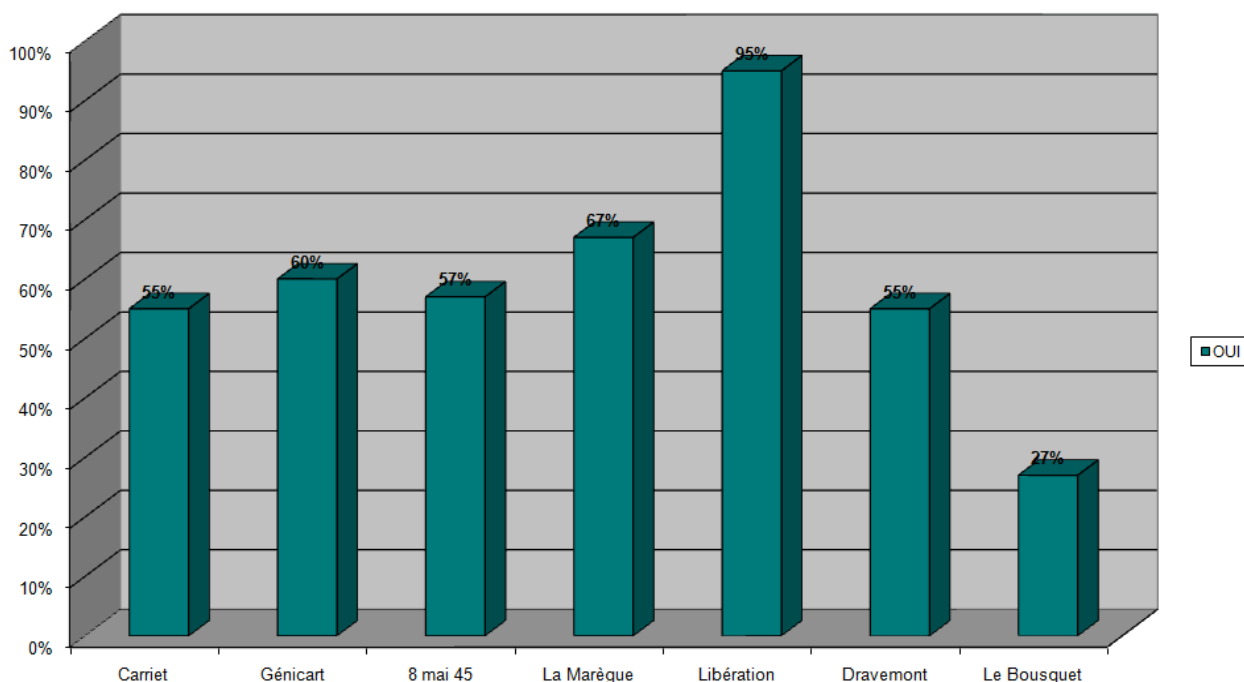
- des équipements collectifs, même s'ils sont rarement en mesure de les citer à l'exception de la clinique des 4 Pavillons, emblème par excellence de la revalorisation du secteur (et d'ailleurs sans rapport avec le Renouveau Urbain...);
- de la qualité de l'environnement, en particulier pour ce qui est des espaces publics urbains, même si ceux qui font le plus communément référence sont en général ceux de Cenon (avenues plantées, sculptures) et non pas ceux qui sont directement liés aux grandes opérations de restructuration urbaine.

"C'est plus propre, c'est bien, c'est joli"... La transformation de l'avenue René Cassagne à Cenon est probablement l'opération qui rassemble le plus de suffrages au palmarès des évolutions considérées comme exemplaires.

Cette rhétorique de *l'embellissement de la ville* a pour principal effet de permettre à une partie de la population (notamment parmi les plus âgés et les plus sédentaires, même si ce n'est pas exclusif), d'habiter, en quelque sorte, *dans la représentation qu'ils ont des lieux*, dans la description qu'ils se plaisent à en faire.

Au-delà de l'embellissement, c'est l'image péjorative liée à l'idée de "cité" qui semble s'atténuer à mesure que les opérations progressent sur les sites.

Avez-vous le sentiment d'habiter une cité?



• **Projet global, perceptions fragmentaires**

Si 55 % des personnes interrogées disent percevoir le renouvellement urbain comme une démarche d'ensemble, on relève néanmoins que, pour la grande majorité, il s'agit d'habitants du plateau (70 % pour Lormont, un peu moins pour Cenon) qui, à travers leurs usages et leurs déplacements quotidiens, peuvent identifier des chantiers en cours au delà de leur secteur d'habitat immédiat.

Les scores sont en fait proportionnels à la proximité des opérations les plus spectaculaires, moins de la moitié des habitants des communes les plus excentrées (Bassens, et plus encore Floirac) exprimant une quelconque perception globale.

En réalité, le territoire est principalement "lu" à partir de la mobilité quotidienne ; les habitants des secteurs directement raccordés à l'autoroute ou à la rocade (comme Dravemont, par exemple) ont la perception la plus fragmentaire et la plus micro-locale, contrairement à ceux qui résident au "centre" du plateau et qui ont des trajets habituels plus transversaux. L'impact des réalisations les plus visibles, même sans rapport avec le renouvellement urbain proprement dit, joue alors dans le sens d'une perception plus globale de la transformation urbaine (tramway, clinique, dojo, espaces publics...).

Ramenée aux opérations de logement proprement dites, la notion de bénéfices profitant à tous (retombées sociales d'une meilleure image urbaine) est cependant très largement pondérée en fonction des situations directement vécues au cours de l'aventure individuelle du relogement.

Le logement avant le cadre de vie

Il est en effet important de souligner ce qui apparaît ici comme une constante : les préoccupations des enquêtés se focalisent avant tout sur le logement proprement dit et ses abords immédiats (parties communes, halls d'entrée, voisinage), avant que de se porter que sur le cadre de vie au sens large.

C'est ce qui explique notamment l'absence ou la faiblesse des appréciations positives sur les autres aspects de la transformation urbaine lorsque les problèmes directement liés au logement sont encore prégnants, ou que le relogement est considéré comme non satisfaisant.

C'est l'exemple type de la cité Libération à Floirac, où la perception de la mise à niveau des équipements collectifs (M270, piscine, salle Lucie Aubrac) est largement occultée par le statu quo sur l'état actuel des conditions de logement, et par l'absence de perception claire et précise des perspectives de renouvellement urbain. Dans le cas de Floirac, le décalage dans le planning des opérations avec ce qui a pu être constaté sur d'autres communes a même tendance à générer chez certains une amertume et un discours globalisant sur le "retard" de la commune en matière de mise à jour du parc social, quand d'autres chantiers sont par ailleurs bien avancés...

A cette échelle, la communication officielle s'avère quasiment inopérante par rapport à la force de la rumeur, celle-ci étant basée entre autres sur des réseaux de relations interpersonnels souvent très denses (réseaux familiaux, communautaires ou générationnels, le plus souvent) s'affranchissant d'ailleurs très largement des délimitations géographiques ou institutionnelles.

Ainsi l'idée que les nouveaux logements proposés sur le territoire du GPV sont systématiquement "*plus petits et plus chers*" est-elle très fortement ancrée chez nombre de personnes rencontrées, les témoignages de proches, de moins proches ou même un oui dire plus diffus étant toujours cités à l'appui.

□ Des appartenances territoriales multiples autant que flexibles

Les appartenances territoriales, quand elles s'expriment, apparaissent multiples, emboîtées, composites. Elles sont peu conformes d'une manière générale avec les représentations les plus répandues sur les "quartiers" et sur les "habitants des quartiers", dont le sens commun voudrait parfois que l'identité et le mode de vie se résument à cette seule caractéristique...

Ces appartenances s'établissent en réalité selon des vecteurs d'identification très contrastés, qui sont en grande partie structurés autour de l'existence ou non d'une activité professionnelle, et souvent inversement proportionnels à l'éloignement de cette activité par rapport au domicile. En d'autres termes, plus le quotidien est tourné vers l'extérieur, plus le territoire de référence est étendu et diversifié et moins la notion de quartier trouve sens.

Il ne faut pas perdre de vue que la rive droite, et particulièrement le plateau conçu en grande partie sous le régime des ZUP, assure encore une fonction "dortoir" pour un grand nombre d'habitants qui ne font qu'y résider sans aucune velléité d'investissement d'aucune sorte sur le territoire, dont ils attendent simplement qu'ils ne s'impose pas à eux dans leur vie quotidienne ("*moi, je pars le matin avant 7 h et je rentre le soir après 18 h, alors le quartier, tant que j'ai des voisins tranquilles*"...).

L'échantillon constitué à partir de personnes contactées sans passer par des intermédiaires institutionnels ou sociaux est en partie représentatif de ce cas de figure, y compris dans l'habitat social en grand collectif dont on ne peut pas inutilement rappeler la relative diversité d'occupation (Cenon 8 mai 45, Lormont Génicart).

De même, à l'instar des habitants de la rive droite dont le territoire effectif est beaucoup plus étendu (travail, commerces, sorties, loisirs, relations amicales ou familiales) les jeunes interrogés dans les 4 collèges ont indiqué en priorité comme "lieux qui comptent le plus" pour eux des endroits situés en dehors de leurs quartiers, la plupart étant sur Bordeaux et même au-delà.

Ainsi, sur un échantillon de 60 collégiens et sans distinction entre les lieux d'habitation et les collèges fréquentés :

- Le changement le plus souvent cité est bien entendu le tramway (52 %), la question de la mobilité n'étant pas moins importante chez les jeunes que chez les adultes ;
- Les lieux récurrents cités comme "comptant pour eux" se trouvent tous en dehors du secteur d'habitation : la rue Ste Catherine à 48 %, le cinéma Mégarama (la Bastide) à 33 %. Des occurrences plus faibles mais significatives sont les fast-foods en général – toujours à Bordeaux, le Stade Chaban Delmas, les Quinconces ou certaines plages du littoral...)
- Les cartes mentales censées traduire leur représentation personnelle du quartier où ils habitent sont, à l'inverse, singulièrement pauvres.

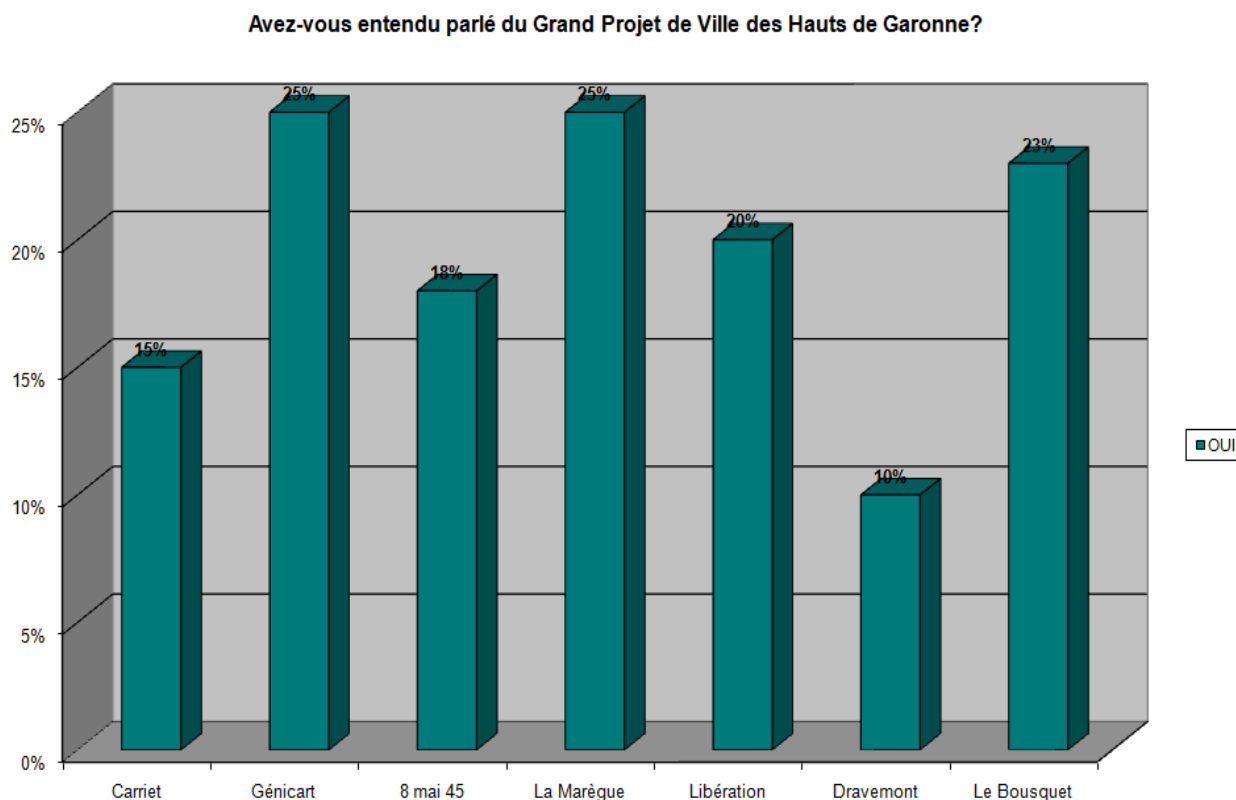
Cela amène à relativiser quelque peu les clichés se rapportant aux “jeunes des cités” dont l’univers se réduirait à un seul quartier, voire à un pied d’immeuble... Cela étant, cette mobilité des jeunes sur les lieux types de leur génération à l’échelle de l’agglomération n’exclut pas le fait que certains puissent néanmoins se définir vis à vis de l’extérieur en tant qu’habitant de leur quartier, un label dont ils jouent le cas échéant pour se positionner vis à vis d’autres groupes.

Il apparaît d’ailleurs lors des entretiens qualitatifs que les jeunes exercent parfois entre eux des formes de contrôle social très poussés (contrôle par le groupe), surtout à l’égard des filles, et à une échelle de territoire insoupçonnée (une “réputation” se fait à l’échelle de l’agglomération).

• La Rive Droite : une identification sans assimilation

Malgré une identité globale de site (géographie, typologies urbaines) et les affinités historiques entre les municipalités avec les instances de projet qui les lient, la rive droite ne génère pas une identité d’appartenance à laquelle se réfèrent collectivement les habitants des quatre communes, pas plus qu’elle ne représente pour eux une échelle d’intervention institutionnelle connue.

En effet le nombre de personnes capables de mentionner l’existence du Grand Projet de Ville est minime, inexistant chez celles qui ne sont pas liées à un titre ou à un autre à la vie locale (après Dravemont, c’est à Carriet que l’on trouve le moins de personnes connaissant le GPV : 15% !).



Si la référence à la rive droite existe cependant, c'est en général par démarquage vis-à-vis de la rive gauche (revendication positive pour la plupart des adultes ou "inversion du stigmate" chez certains des jeunes), et le plus souvent à partir d'un ancrage communal affirmé.

• Un lien particulièrement fort avec la commune

L'identification à la commune est de très loin celle qui est la plus revendiquée dans toutes les catégories de population :

- pour des raisons fonctionnelles (les services, les commodités),
- pour des qualités territoriales spécifiques (les lieux de références, les grands espaces de nature comme L'Ermitage, La Burthe ou Palmer),
- pour l'attachement, sauf cas minoritaires, à la mairie.

La forte présence de l'instance municipale dans la vie locale, et souvent en la personne du Maire, est en effet une donnée caractéristique sur ce type de territoire où la précarité est importante. Beaucoup des personnes rencontrées font ainsi cas de tel ou tel échange qu'ils ont pu avoir avec le Maire ou avec un adjoint, à l'occasion d'une réunion publique, d'un rendez-vous ou d'une conversation informelle.

La mairie fournit de l'aide mais elle est aussi souvent considérée comme une autorité publique protectrice par les catégories les plus fragiles (personnes âgées), ou face à l'angoisse générée par la perspective du relogement, une donnée très importante en début de phase de renouvellement urbain. A Cenon, la présence d'un service de proximité pour accompagner les ménages tout au long du relogement a ainsi été fréquemment mentionnée pendant l'enquête, sa seule existence étant perçue comme sécurisante dans une période vécue comme incertaine.

On relève également que l'identification à l'échelle communale représente un vecteur positif d'appartenance, souvent plus valorisante que la situation initiale des individus concernés.

Elle permet par exemple de relativiser les connotations négatives liées à une adresse subie (*"ici il y a beaucoup de problèmes mais ce n'est pas représentatif de la commune"*). De même, elle fournit un moyen implicite de revendiquer un niveau d'intégration plus large que celui que confère le cas échéant l'appartenance première (*"quand je suis arrivée de mon pays, il m'a fallu très peu de temps pour me sentir lormontaise"*).

Il y a aussi un jeu de chauvinisme bon enfant qui s'exprime volontiers chez ceux qui apprécient le plus leur adresse (valoriser sa commune par rapport aux communes voisines). Cela étant, aucune commune n'est l'objet d'une mauvaise image chez les habitants des trois autres ; ce sont des lieux précis qui sont stigmatisés, sans assimilation à la commune en tant que telle (contrairement aux jugements indifférenciés souvent portés depuis la rive gauche).

• Le quartier : une dimension faiblement identitaire

Le “quartier”, au sens du grand ensemble d’habitat social, est le maillon du territoire le plus directement remis en question par le principe même du renouvellement urbain, qui vise intrinsèquement à réduire la concentration des situations difficiles et les effets stigmatisant des “cités”. Les entretiens menés sur certains des sites les plus directement touchés par des opérations de restructuration (Cenon 8 mai 45 et Haut Carriet, notamment), permettent d’identifier quelques attitudes récurrentes que l’on retrouve dans la très grande majorité des cas :

- La question du logement, on l’a vu précédemment, est en général prépondérante sur celle de l’environnement immédiat (*“l’essentiel, c’est d’abord comment c’est chez moi”*). La focalisation des habitants personnellement concernés par le renouvellement urbain porte en effet d’abord sur le logement proprement dit, ses qualités objectives, les commodités qu’il offre, sa conformité aux critères prioritaires que l’on s’est donnés, sa superficie, son coût².

La question du territoire partagé n’intervient qu’en second lieu, pour autant que les vicissitudes de l’environnement extérieur ne menacent pas d’interférer avec la sphère privée. Alors qu’ils aspirent objectivement à un effet de “tri positif” par le renouvellement urbain, une des craintes des ménages relogés est en effet de *“mal tomber”* du point de vue du voisinage et plus précisément de l’entrée d’immeuble. Dans ce type de contexte, la question de la sécurité dans les parties communes et les lieux de transition entre l’espace intime et l’espace public est incontestablement le maillon décisif dans le rapport à l’habiter, quand par ailleurs le logement autant que le territoire (la ville) font communément l’objet d’appréciations positives.

- L’existence de relations sociales et amicales sur le secteur d’habitation, fréquentes autant que d’intensité variable sans être pour autant systématiques, se traduit cependant rarement par une identification déterminante au “quartier”, même quand il existe un certain attachement aux lieux et aux gens généralement lié à l’ancienneté de résidence.

Dans le cas des “cités”, le notion de quartier est toujours une donnée complexe mêlant des critères positifs et des éléments de rejet, ces derniers étant soit le symptôme d’un déclassement mal vécu (on est “tombé là” malgré soi suite à un accident de la vie), soit le corollaire d’un sentiment de dégradation progressive et inéluctable. L’identité du quartier est alors ressentie comme une valeur perdue, compensée par un investissement relationnel électif et quasi exclusif au sein du noyau des anciens : c’est typiquement le cas du bas Carriet.

Le mode de relations des habitants dans les quartiers les plus denses s’articule en définitive autour de jeux subtils de proximité et d’évitement à travers ce qu’on pourrait appeler une “culture de cité”, c’est à dire une adaptation à des règles implicites où les statuts, les rôles et les positions de chacun sont intégrées de fait dans les représentations et les fonctionnements quotidiens. L’enjeu prioritaire, au moment du relogement, est alors de pouvoir conserver son réseau affinitaire tout en se mettant à l’écart des promiscuités malencontreuses.

² On peut se référer, pour une analyse détaillée de la satisfaction des ménages à l’issue du relogement, à l’étude menée par le CADIS (Université de Bordeaux 2) en 2007 sur 2 sites, à Cenon et à Lormont.

Ainsi, en amont des opérations de renouvellement urbain programmées dans les quartiers les plus peuplés, les plus contrastés et les plus "sensibles", on rencontre inévitablement l'idée, chez une majorité d'habitants, qu' *"il va y avoir des gagnants et des perdants"*, ce qui a toute chance de se traduire par une exacerbation des tensions existantes ou latentes pendant toute la durée des phases préparatoires.

Le cas de "Génicart 3" - Bois Fleuri, où les tours sont promises à la démolition mais où les linéaires vont être conservés, est parfaitement représentatif de ce type de situation.

En définitive la question de l'assimilation au quartier semble jouer surtout pour les plus anciens et pour les plus jeunes. Chez ces derniers, les entretiens ont clairement montré que l'identification aux lieux est le plus souvent corrélée à leur incapacité à se projeter dans un avenir qui pourrait se situer ailleurs : ceux qui sont sur une trajectoire leur laissant entrevoir un départ à plus ou moins brève échéance produisent en effet un discours assez distancié sur leur quartier. Inversement, ce sont ceux qui ont le moins de chances de pouvoir maîtriser leur futur qui vont à l'évidence chercher le plus énergiquement à contrôler leur espace.

Pour le reste, l'image et la réputation des quartiers, souvent à travers des redécoupages en sub-quartiers beaucoup plus fins que les apparences ou les dénominations courantes ne le laissent percevoir, sont autant de repères servant à chacun à se positionner tout autant qu'à se démarquer.

• **Le recul des quartiers comme territoires de référence ?**

Une des tendances qui semble se dégager des opérations achevées ou en voie d'achèvement (Le Bousquet, le Haut Carriet) est le déplacement des références territoriales anciennes, déplacement qui peut aller jusqu'à l'effacement de la notion même de quartier comme espace prioritaire d'inscription sociale.

La plupart des personnes interrogées après relogement s'expriment en effet plus souvent à travers des préoccupations de "riverains" que selon des postures "d'habitants de quartier", et se positionnent assez nettement comme citoyens et administrés de la commune avant que de s'identifier à un territoire intermédiaire, quand bien même ils vivaient déjà sur le secteur avant leur relogement.

Au cours des entretiens, cette évolution s'exprime à travers un ensemble de considérations liées au changement de statut (meilleure adresse ou meilleur logement), au déplacement des habitudes, au renouvellement du regard sur un territoire maintenant perçu sous un autre angle, au projections dans une nouvelle manière de fonctionner au quotidien, le tout témoignant au final d'une image de soi revalorisée à l'issue de l'opération de renouvellement urbain. C'est extrêmement net à Bassens, un peu plus nuancé à Carriet même si la tendance reste très positive.

Du point de vue des nouveaux arrivants sans expérience préalable du secteur (encore peu nombreux au moment de l'enquête), le positionnement se fait selon les critères classiques d'une stratégie résidentielle : le coût, la qualité du logement et sa localisation au regard des paramètres personnels et familiaux (lieu de travail, scolarisation), sans référence à la notion de quartier autrement que par rapport à son éventuelle réputation (pression négative de l'entourage, le plus souvent).

Cette hypothèse de l'effacement relatif du *quartier* au profit de l'*adresse*, esquissée à partir des exemples de Bassens-Le Bousquet et de Lormont-Carriet, devra être vérifiée dans le temps au regard de la manière dont évoluent les sociabilités et les pratiques une fois passée la période de l'installation, et devra bien entendu être observée sur d'autres sites.

Si elle se confirme, il va sans dire qu'elle ne sera pas sans conséquences sur la manière de repositionner l'action publique au sens large sur les territoires concernés : services à la population, animation, accompagnement social, communication, etc.

Il sera également nécessaire d'évaluer les effets en profondeur d'une telle évolution sur la vie sociale des populations concernées, entre la perte probable de repères, de solidarités et de relais qu'elle induit inéluctablement et les bénéfices de la "banalisation" positive qu'elle est censée procurer par ailleurs.

□ **Changement urbain et changement social : réserves, scepticisme, effets pervers**

L'adhésion majoritaire aux transformations urbaines qui s'opèrent sur la rive droite, bien réelle, a néanmoins pour corollaire un scepticisme largement partagé sur les effets positifs qui sont censées y être associés en termes de changement social.

On notera à ce propos que les personnes interrogées restent généralement sur une perception très "résidentielle" des territoires de la rive droite, ne faisant pas spontanément le lien avec la dimension économique des changements qui ont eu lieu ces dernières années.

Ainsi, les sites d'activités récents créés dans le cadre de la ZFU semblent perçus davantage comme des enclaves autonomes ayant leur propre vie que comme des éléments faisant partie intégrante du territoire et fonctionnant en interaction avec lui. Ce point mériterait néanmoins d'être approfondi dans la mesure où il n'a pas fait l'objet, dans le cadre de cette étude, d'un questionnement spécifique.

Les habitants ne manquent évidemment pas d'aborder les difficultés économiques endémiques que connaissent certains quartiers de la rive droite, mais sans faire nécessairement de lien direct avec les objectifs du renouvellement urbain. Tout se passe plutôt comme s'ils plaçaient ces deux questions dans deux sphères totalement différentes, le renouvellement urbain étant pour eux un objectif local d'amélioration du cadre de vie et le chômage dans les cités une situation globale ("*la conjoncture actuelle*"), un problème de société dont la résolution n'est qu'indirectement ou partiellement du ressort des collectivités locales.

On soulignera également que cette tendance à une lecture "pessimiste" des perspectives de changement social est assez nettement corrélée à l'âge. Parmi les personnes interrogées, les plus âgées, les plus anciennes et les plus ancrées localement, celles qui ont connu ce qu'elles considèrent comme la dégradation progressive de la rive droite au cours des années 70-80, auraient plutôt tendance à voir les évolutions en cours comme le début d'un processus à long terme qui va certainement dans le sens d'une régénération.

On relèvera à cet égard que ce type de public fait nettement la différence avec les étapes précédentes de rénovation ou de réhabilitation, ou avec les dispositifs successifs de la politique de la ville qui n'ont à leurs yeux pas vraiment servi à grand-chose. Le renouvellement urbain tel qu'il s'opère aujourd'hui marque pour eux le début d'une nouvelle époque... mais, pour la plupart d'entre eux, surtout à cause du tramway !

Les plus jeunes, inévitablement confrontés à la nécessité de résoudre des problèmes à court terme (formation, emploi, décohabitation...), jugent en général avec moins de recul et de manière plus abrupte les évolutions qu'ils constatent ("*a part le tramway, ça va rien changer*"...).

Parmi eux, ceux qui projettent d'aller vivre ailleurs à plus ou moins longue échéance n'expriment qu'un intérêt limité, souvent directement lié à leur cas personnel ou à celui de leurs parents. Ceux qui revendiquent fortement une identité de quartier ramènent plutôt l'ensemble du processus à une entreprise globale visant à se débarrasser d'eux et de ce qu'ils représentent ("*tout ça c'est pour nous faire partir*", "*de toute manière, ce qu'ils veulent c'est éliminer les cités*"...).

- **“Le décor s’améliore, les problèmes restent”**

D’une manière générale, la tendance qui se manifeste le plus fréquemment se fonde sur l’idée que le changement urbain ne saurait être *en soi* un vecteur effectif de changement social, la lecture des difficultés que connaît le territoire depuis 30 ans étant de toute évidence beaucoup plus socio-économique que simplement spatiale et urbanistique. “*C’est pas ça qui va régler le problème du chômage et du pouvoir d’achat*” : c’est le type de propos qui résume sans détour le point de vue majoritaire des personnes en situation économique difficile.

Une culture de la pauvreté qui perdure à travers les changements urbains

On peut néanmoins considérer que ce discours traduit moins un point de vue circonstancié sur la réalité sociale de la rive droite que la manifestation récurrente d’une forme de résignation globale, un sentiment persistant d’être irrémédiablement “au bas de l’échelle” et de n’avoir guère de prise sur les vecteurs possibles d’amélioration.

Cette attitude, très fréquente, semble plutôt relever de ce qui peut simplement se comprendre comme une *culture de la pauvreté*, forgée sur le sentiment d’appartenir irrémédiablement à la catégorie des défavorisés, catégorie à laquelle on refuse néanmoins de s’identifier totalement et au sein de laquelle on cherche généralement à se démarquer de plus mal lotis ou de moins respectables que soi.

- **De fortes ambivalences par rapport aux effets à terme de la diversité sociale**

Cette résignation latente chez certains (notamment les plus jeunes et les plus précaires) a tendance à générer une réelle méfiance à l’égard des transformations urbaines, qui sont alors perçues comme portant intrinsèquement le germe d’un déclassement social qui ne manquera pas de se produire tôt ou tard :

- cela repose essentiellement sur le sentiment que les nouveaux programmes de logement sont conçus selon des normes et des critères correspondant de fait à d’autres catégories sociales (“*les riches*”).
NB : on se souvient qu’une telle certitude sur le fait que “*ce n’est pas pour nous*” était omniprésente dans les phases préalables et les premières tranches de renouvellement urbain programmées sur Lormont Carriet ; celle-ci a fini par reculer avec le temps, à l’épreuve de la réalité, une majorité de relogement dans les logements neufs se faisant au bénéfice de résidents du quartier frappés par une démolition.
- L’idée persiste néanmoins que le fait de diversifier les produits à nombre de logements constant ne peut que se traduire, mathématiquement, par l’éviction d’une frange de population incapable d’accéder à des budgets logement plus élevés.
- Plus largement, certains pensent que l’embellissement des lieux et l’attractivité renforcée du territoire va se traduire par une montée de la valeur, jusqu’à ce que le processus d’ensemble finisse par marginaliser la présence et le statut du logement social ; résumée par les jeunes les moins nuancés, cette lecture des choses se traduit par l’idée que “*mettre des riches*” n’a pour but que de “*nous rabaisser*”, avant de “*nous rejeter un peu plus loin*”...

- Cette difficulté à accepter la présence de catégories considérées comme plus élevées ne se produit pas exclusivement sur les secteurs d'habitat social. Dans le bas Cenon, par exemple, nombreuses sont les personnes interrogées qui s'inquiètent de l'arrivée de "bordelais" dans leur quartier ou dans leur rue, situation qu'ils ressentent globalement de manière négative : perte d'identité (assimilation à La Bastide) et "gentrification" susceptible de les évincer à terme.

• **Une contradiction apparente entre expression formelle et ressenti effectif**

On ne peut que souligner qu'une telle perception des choses, très nettement exprimée dans le cadre des entretiens approfondis, est totalement contredite par les réponses au questionnaire fermé : 83 % (en moyenne) des personnes interrogées estiment en effet que plus de mixité sociale dans leur quartier est une bonne chose.

Ce score descend néanmoins à 55 % sur le secteur le plus précaire de l'échantillon (Floirac Libération), quand il est de 100 % sur un quartier comme La Marègue à Cenon, où beaucoup d'habitants "stables" vivent de manière très positive la démolition de la barre André Gide (sentiment d'être "débarassés" des groupes les plus difficiles).

- Sur un plan méthodologique, on peut penser que cette contradiction entre la position formelle donnée en réponse à la question directe et la réalité beaucoup plus contrastée qui émane des entretiens s'explique par le phénomène bien connu du "biais de désirabilité sociale", c'est à dire de la réponse conforme à la norme la plus communément admise et valorisée. Or ces dernières années la notion de "mixité sociale", intrinsèquement supposée vertueuse, est devenue plus que récurrente dans le discours social ambiant au point de s'ériger quasiment en principe universel et incontesté. De fait, les enquêtés, surtout dans le cadre de la réponse à un questionnaire "en face à face", auront tendance à répondre conformément à ce qui les valorise socialement (la mixité, c'est indispensable et c'est forcément une bonne chose).
- Sur un plan plus sociologique, on peut faire deux types d'observations :
 - d'une part, on a toutes chances de voir se développer de plus en plus fréquemment, sur les sites de renouvellement urbain, des situations dans lesquelles des habitants du même secteur ou de la même rue perçoivent et vivent le territoire selon des représentations et des références totalement différentes, voire antagoniques. Ce phénomène, qui n'a rien d'exceptionnel en soi en milieu urbain, marque néanmoins un déplacement significatif des repères chez nombre de résidents de la rive droite et oblige à revoir en grande partie les représentations que peuvent se faire de tel ou tel quartier les différents intervenants qui sont appelés à y intervenir à un titre ou à un autre. En tout état de cause, l'assimilation d'un public à un secteur donné, déjà simplificatrice dans la situation antérieure, est amenée à devenir de moins en moins opératoire.
 - d'autre part on perçoit toute l'ambivalence que peut impliquer la notion même de *banalisation des quartiers* : objectif affiché du renouvellement urbain, elle est également revendiquée par les habitants, comme en témoignent indirectement les demandes et les attentes très "standard" qu'ils expriment à propos de la poursuite du changement (voir plus bas). Néanmoins, elle n'en représente pas moins une source latente d'inquiétude, par la dilution des sociabilités installées qu'elle menace de provoquer et par les situations de co-présence qu'elle impose à des groupes sociaux qui s'ignorent.

• Des relations entre anciens et nouveaux encore incertaines

Les considérations qui précèdent amènent à regarder avec une certaine circonspection les effets à attendre de la mixité sociale dans l'habitat, toujours supposés bénéfiques mais en réalité plus complexes, et à rappeler que la proximité spatiale ne suffit pas en soi à générer de la proximité sociale...

A l'ancienne ligne de partage, extrêmement prégnante dans nombre de quartiers d'habitat social, entre les "anciens" (ceux qui ont connu l'époque d'avant) et les habitants "récents" (ceux qui symbolisent, pour les premiers, la dégradation sociale), va s'ajouter de plus en plus la question de la co-présence de catégories socio-économiques assez peu susceptibles de s'interpénétrer, dans une dynamique qui n'a cependant rien à voir avec la première période des grands ensembles, où la diversité était la règle mais où la mobilité géographique et sociale était tout autre.

La question est donc de savoir comment un territoire partagé peut "faire sens" de manière différenciée et sans générer de replis ou d'antagonismes pour des catégories sociales qui le partagent formellement tout en le pratiquant selon des codes, des sociabilités et des représentations parfois fort éloignées. C'est notamment le cas du bas Cenon, on l'a vu, mais aussi du Haut Carriet où des groupes semblent occuper, à certains endroits, de véritables "poches" urbaines (maisons individuelles de la rue Louis Beyts).

• Des ambiguïtés sur les formes urbaines et la valeur des lieux

Sur plusieurs sites d'opérations, les entretiens ont montré que la question se pose fréquemment de la légitimité des démolitions concernant des secteurs qui ne sont pas réputés souffrir de dégradation, ni de difficultés sociales particulièrement aiguës, ni d'une image dévalorisée. Le cas le plus notable est celui des Cimes, à Lormont Génicart, dont la démolition programmée soulève de nombreuses interrogations.

Au-delà de ce point particulier, le problème plus large de la forme urbaine est également évoqué par des habitants des quartiers de grands collectifs démolis ou prévus pour la démolition : il est fréquent que ceux-ci ne reconnaissent pas, dans les formes urbaines proposées, les repères auxquels ils sont attachés et qui constituent ce que l'on pourrait appeler une "culture urbaine de la périphérie".

Celle-ci repose notamment sur la valeur des vides (avoir de la place, des étendues dégagées, des espaces verts...) et sur les possibilités de vues à longue portée, critère de satisfaction (et même de fierté) le plus communément évoqué vis-à-vis de l'habitat dans les immeubles de grande hauteur : *"à quoi ça sert de démolir des tours si c'est pour construire des bâtiments plus petits qui occupent tout l'espace en me bouchant la vue ?"*

Ce qui semble se dégager, en croisant et en comparant les différents points de vue à ce sujet, est le fait que le degré d'acceptation de tels changements morphologiques est en définitive proportionnel à la valeur ajoutée en terme de services urbains à l'issue de l'opération : très bien perçus sur le haut Carriet (avec l'arrivée du tramway et l'installation de commerces), ils font l'objet de critiques acerbes sur Génicart 1 (où l'on a relevé la citation précédente).

□ Des attentes qui se standardisent

D'une manière générale, on a pu observer que le changement perçu et les bénéfices qu'il procure sont loin d'épuiser les attentes pour les habitants interrogés, mais qu'ils auraient plutôt tendance à les renforcer une fois la question du logement "réglée", c'est à dire à partir du moment où se pose la question des usages quotidiens et des commodités du secteur.

Au delà d'un certain nombre de nuances et de priorités en fonction des quartiers, on constate que les attentes portent majoritairement sur les services, les commerces et les espaces publics : au stade actuel de la transformation urbaine, de telles attentes semblent surtout recouvrir le tout venant de la demande urbaine, celle que l'on rencontre ordinairement dans presque n'importe quel type de secteur.

Attentes exprimées par les habitants selon leur quartier respectif

	LORMONT		CENON		FLOIRAC		BASSENS
	Carriet	Génicart	8 mai 45	La Marègue	Libération	Dravemont	Le Bousquet
Transport	25%	5%	11%	25%	25%	15%	23%
Commerce	60%	5%	25%	25%	85%	15%	30%
Logement	35%	40%	36%	42%	60%	15%	10%
Animation	55%	20%	25%	50%	70%	30%	27%
Emploi	35%	20%	21%	25%	55%	30%	23%
Equipement collectif	50%	30%	25%	17%	40%	35%	27%
Espace vert	60%	35%	36%	42%	40%	30%	43%
Service	30%	10%	21%	25%	30%	20%	3%
Espace public	40%	25%	14%	33%	60%	20%	17%

Effectif total : 150 habitants questionnés dont

20 habitants de Carriet (dont 4 n'ont aucune attentes; soit 20%)

20 habitants de Génicart (dont 6 n'ont aucune attente; soit 30%)

28 habitants du 8 mai 45 (dont 5 n'ont aucune attente; soit 18%)

12 habitants de la Marègue (dont 4 n'ont aucune attente; soit 33%)

20 habitants de Libération

20 habitants de Dravemont (dont 10 n'ont aucune attente; soit 50%)

Cela étant, il n'est pas interdit de penser que ce renforcement de certaines attentes suit une logique de fait, celle de la hiérarchie des besoins. Une fois les besoins les plus prioritaires satisfaits, en l'occurrence ceux qui se rapportent au logement, il en apparaît généralement de nouveaux. Ici, on peut penser qu'une fois relogés, les ménages vont s'attacher à accéder à d'autres éléments qui concourent à la qualité de vie dans l'environnement pratiqué, c'est à dire les "aménités urbaines" telles que les commerces, les services et autres espaces verts peuvent en procurer.

L'étape suivante pourrait être logiquement être celle d'un besoin accru de reconnaissance sociale, induit par l'amélioration de la qualité urbaine et la revalorisation de l'adresse.

En ce qui concerne les changements relatifs aux habitudes quotidiennes, force est encore de constater que la mention de très loin la plus fréquente, tous secteurs confondus (sauf Le Bousquet), est celle qui se rapporte aux transports et aux déplacements, aussi bien en positif (tramway) qu'en négatif (suppression de certaines lignes de bus).

L'insistance portée à la création de nouvelles écoles à Carriet est un point qui mérite d'être souligné, l'ambition mise dans de telles réalisations étant porteuse d'un message extrêmement positif en terme de prise en compte des attentes comme de retournement d'image. La présence ou le renforcement des commerces, dans des quartiers comme Carriet, La Marègue ou le Bousquet, est également perçu comme un vecteur de transformation essentiel.

Pour le reste, c'est la qualité urbaine au sens large, l'embellissement et la requalification des espaces publics, qui est le plus souvent mentionnée et présentée comme génératrice de nouveaux usages, parce que dans des lieux moins "marqués".

En quoi les opérations de renouvellement urbain ont-elles modifié les habitudes quotidiennes (questionnaire fermé) ?

	POSITIF	NEGATIF
CARRIET	<ul style="list-style-type: none"> - Les transports - Les nouvelles constructions - Le tri des déchets - Nouvelles écoles - Les commerces de proximité 	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression d'une ligne de bus dans le quartier
GENICART	<ul style="list-style-type: none"> - Les transports - Quartier plus vivable, moins ghetto, belle ville - Les espaces verts et les aires de jeux 	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de deux lignes de bus dans le quartier - Hausse du prix des loyers
8 MAI 45	<ul style="list-style-type: none"> - Les transports - Le relogement - Les commerces de proximité - L'aspect extérieur du quartier plus sympa, donc plus de sorties - Les équipements/activités 	
LA MAREGUE	<ul style="list-style-type: none"> - Les transports - Les commerces de proximités - Le bâti / la rénovation 	
LIBERATION	<ul style="list-style-type: none"> - Les transports 	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de contrôles abusifs de la police
DRAVEMONT	<ul style="list-style-type: none"> - Les transports 	
LE BOUSQUET	<ul style="list-style-type: none"> - Les commerces tel Super U 	<ul style="list-style-type: none"> - Voir moins d'amis car relogé hors commune

II - 2 LA TEMPORALITE, PRINCIPAL FACTEUR DE DIFFERENTIATION

Le déroulement de l'enquête entre mi-2007 et mi-2008, caractérisé notamment par un rendement relativement infructueux de la première session (2^{ème} semestre 2007), a permis de mettre en évidence une donnée qui s'avère essentielle pour interpréter les différences de positionnement des habitants des secteurs concernés par le renouvellement urbain, et plus particulièrement par les démolitions-reconstructions :

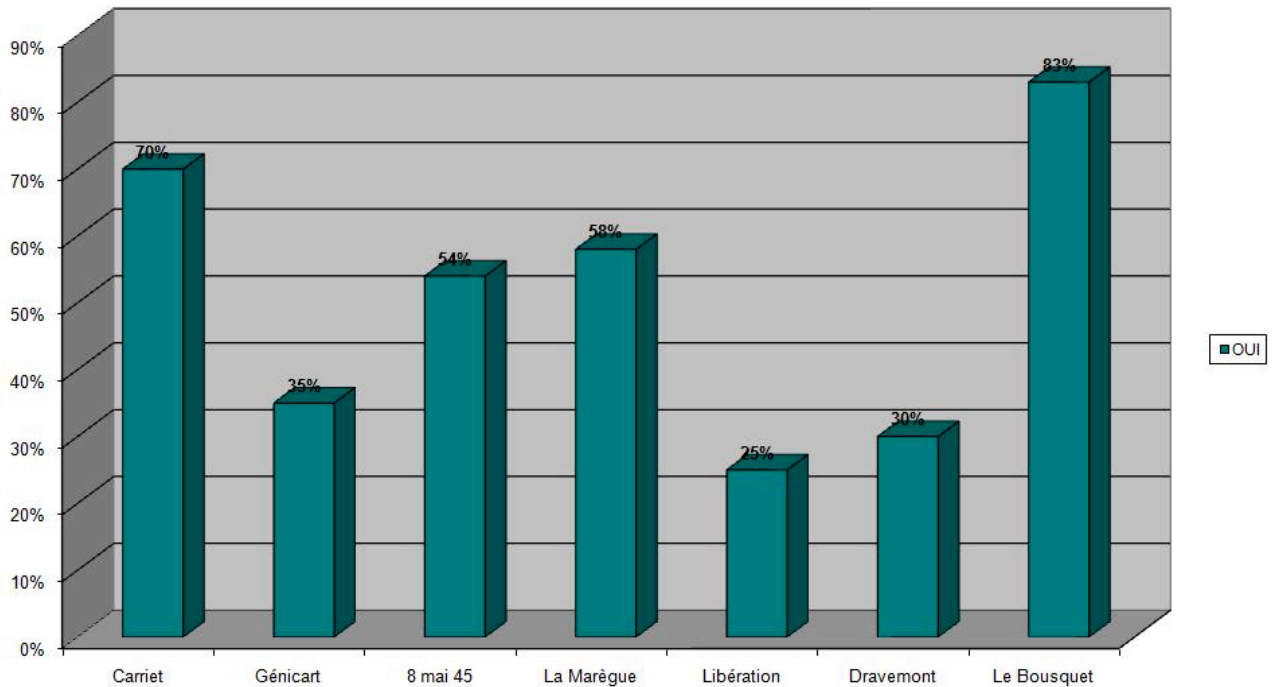
Ainsi, on est en mesure d'affirmer que **les points de vue et les jugements effectifs exprimés à un moment donné ne le sont plus nécessairement quelques mois plus tard**, et cela en fonction :

- de l'état d'avancement et du déroulement des opérations engagées sur le terrain,
- des temporalités propres aux personnes enquêtées, conjuguées à un certain nombre de variables personnelles et psycho-sociales.

• En substance :

- L'opinion sur le changement urbain et social fluctue de manière très sensible tout au long des étapes du processus de mise en œuvre. Il s'agit là très certainement de la principale clef d'interprétation des différences d'expression des habitants sur chacun des secteurs ou sur chacune des communes ;
- Les jugements et opinions évoluent selon une courbe de satisfaction ascendante au fur et à mesure de la finalisation des opérations, d'une défiance quasi-générale au cours des phases préalables à une satisfaction majoritaire à l'achèvement du projet ;
- Parmi toutes les variables qui différencient les positionnements respectifs des personnes et des groupes interrogés, les questions temporelles, c'est à dire celles qui sont liées à l'ancienneté, à l'ancrage local et aux projections résidentielles apparaissent comme prépondérantes.

Considérez-vous faire parti des bénéficiaires de ces changements?



Les réponses à la question “*considérez-vous faire partie des bénéficiaires du changement*”, illustrent bien l'évolution du regard sur les opérations au fur et à mesure de leur avancement.

Au vu de ce diagramme, on peut constater un fort scepticisme sur les sites qui sont encore dans une phase amont (1/3 d'avis positifs), alors que le point de vue s'inverse sur les secteurs très avancés ou en phase d'achèvement (54 à 83 % d'avis positifs).

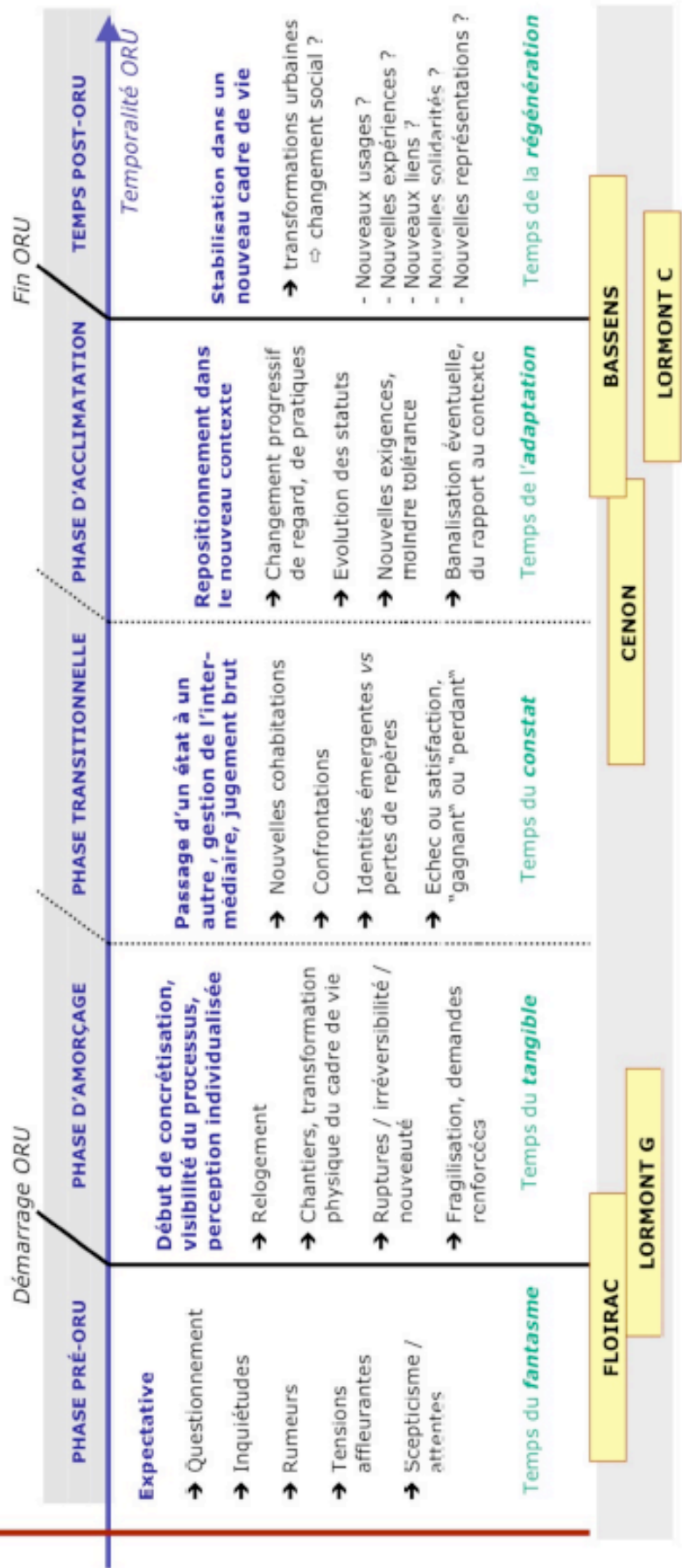
- **La grille de lecture par les temporalités proposée ci-après vise donc à permettre :**

- ➔ de positionner une palette de situations habitantes contrastées le long d'un axe commun (celui de l'action publique) ;
- ➔ de relativiser des situations locales et conjoncturelles à travers un décryptage du processus d'ensemble ;
- ➔ de se positionner vis-à-vis de la relation aux publics concernés en fonction de la phase en cours, et d'anticiper l'accompagnement des phases à venir.

On note également avec intérêt que, contrairement à ce que l'on a pu constater au moment de l'engagement de l'étude, les positionnements exprimés sur les sites en cours de transformation ont souvent une portée plus large. Nous avons en effet observé que, dans de nombreux cas, le degré d'avancement du renouvellement urbain avait un impact global sur l'image générale de la commune et l'adhésion à celle-ci.

Les habitants rencontrés, même lorsqu'ils ne sont pas intéressés à titre personnel, semblent en effet plus fréquemment sensibles aux évolutions en cours et à venir, et leurs attitudes, ressentis et opinions suivent globalement les mêmes évolutions que ceux des habitants des sites concernés.

Temporalité Individuelle



La grille présentée ci-dessus synthétise en un seul tableau les différentes phases selon lesquelles évoluent les attitudes des habitants vis à vis des opérations de renouvellement urbain auxquelles ils sont confrontés.

Cette vision temporelle permet de mettre à jour un cheminement, une succession d'états et de comportements que l'on va retrouver, dans leurs grandes lignes, dans tous les cas de figure entre le début et la fin d'une opération de renouvellement urbain, et qui sont pondérés par une série de facteurs propres à chacun :

- des facteurs *intra-individuels* (psychologiques)
- des facteurs *inter-individuels* (sociologiques)
- des facteurs *environnementaux* (topologiques)

On a ici considéré 5 phases dans le processus de renouvellement urbain :

- la phase pré-ORU = le temps du *fantasme*
- la phase d'amorçage = le temps du *tangible*
- la phase transitionnelle = le temps du *constat*
- la phase d'acclimatation = le temps de *l'adaptation*
- la phase post-ORU = le temps de la *régénération*

NB : cette grille ne prétend à aucune portée scientifique. Elle vise à constituer un outil de lecture dynamique, permettant de relativiser certaines données locales perceptibles à travers une série de repères objectivables et de positionner les situations observées dans une perspective diachronique et anticipative.

✓ La phase “pré-ORU”

Même si le renouvellement urbain est globalement perçu comme légitime et suscite même le cas échéant un certain nombre d’attentes, il est tout à fait clair qu’il est en tout d’abord générateur d’angoisse, notamment en ce qui concerne la question du relogement. Même si la probabilité de se retrouver effectivement “à la rue” à l’occasion d’une ORU ne saurait être sérieusement considérée, beaucoup d’habitants parmi les plus précaires nourrissent quand même ce type d’inquiétude à la perspective de devoir déménager sans l’avoir personnellement choisi.

Il y a indiscutablement une attitude, un climat propre à cette phase. Il ne faut pas perdre de vue que la perspective d’un déménagement s’accompagne toujours d’un certain traumatisme, par le bouleversement qu’il implique dans l’ordre du quotidien et par le déplacement des repères les plus familiers, y compris lorsqu’il est le résultat d’une décision personnelle. A plus forte raison, dans le cas de personnes qui se voient attribuer un logement sans en maîtriser tous les paramètres et quelles que soient les modalités d’accompagnement mis en place par le bailleur, une telle situation se traduit au premier chef par une appréhension qu’il est illusoire de penser conjurer simplement par une communication rationnelle.

C’est à ce stade que se nourrit la suspicion vis à vis des finalités profondes de l’opération, et que se cristallise la crainte d’y être, in fine, plus “perdant” que “gagnant”.

De telles périodes d’incertitude, alors que s’amorce un changement plus subi que sollicité, sont généralement des moments où les tensions latentes s’exacerbent et où les animosités entre groupes ou catégories d’habitants peuvent aussi se durcir. C’est particulièrement vrai sur les sites qui ne sont que partiellement touchés par des opérations lourdes, et où certains vont devoir s’en aller quand d’autres seront satisfaits de demeurer dans un quartier revalorisé (Génicart 3 ou la Marègue par exemple : l’opinion sur le renouvellement urbain, dans ce dernier cas, s’est largement retournée après la démolition de la “barre” André Gide...).

La notion de “tri” est alors très prégnante, du côté de ceux qui peuvent se sentir rejetés comme de ceux qui souhaitent effectivement le départ des catégories dont ils se démarquent ; cela s’exprime parfois sans nuance au cours des entretiens...

Cette phase du scepticisme et d’inquiétude est aussi celle de la rumeur ; le “on dit” qui circule à travers les réseaux de relations interpersonnelles, très souvent au-delà des limites de la commune, s’impose imparablement face à aux efforts de communication et d’objectivation produits par les collectivités et leurs partenaires.

Enfin, un autre constat que l’on peut faire sur cette phase “amont” est que plus elle dure, plus les inquiétudes et les rumeurs se développent et s’ancrent, plus l’attente et le doute sont susceptibles de se transformer en mécontentement à l’adresse des pouvoirs publics. C’est notamment le cas de Floirac Libération, où la relative indifférence du début (“je ne suis pas au courant”) a fait place à l’*attente* à partir du moment où l’information s’est vraiment diffusée, puis à l’*impatience* en raison du retard pris par l’opération et des inévitables comparaisons avec les projets achevés sur les autres communes.

✓ La phase “d'amorçage” :

Nous appelons ainsi la période au cours de laquelle l'opération à venir commence à se concrétiser et à devenir *tangible*, à travers les procédures de relogement d'une part, et par une matérialisation physique dans l'environnement urbain (travaux).

Cette phase est celle où le changement implique individuellement le devenir des personnes et des familles directement concernées par le relogement, et elle se caractérise presque systématiquement par une période de fragilisation, liée au caractère devenu irréversible de la situation. Les inquiétudes et les rumeurs d'ordre général font place à des préoccupations concrètes et personnelles ; c'est une phase de projection et de revendication dans laquelle les questions globales et la dimension collective (les dynamiques de quartier, notamment, ou encore les événements locaux portant sur d'autres thématiques) sont totalement occultées par la priorité que constitue la négociation de sa propre situation résidentielle.

D'une manière générale, à partir du moment où les habitants sont fixés sur leur future adresse, la défiance et le scepticisme de la première phase ont plutôt tendance à s'estomper. Néanmoins, les procédures de relogement s'étalant en général sur un temps assez long, les quartiers concernés vivent “à plusieurs vitesses” en fonction des situations respectives des uns ou des autres, entre ceux qui peuvent se projeter concrètement dans un ailleurs identifié et ceux qui se trouvent encore dans l'incertitude, ce qui contribue à nourrir les tensions et les conflits latents. Cela s'illustre parfaitement dans les enquêtes effectuées à Lormont Génicart, par exemple.

En ce qui concerne les habitants qui ne sont pas concernés par le relogement mais qui se trouvent riverains d'une opération, c'est la matérialité du chantier et la transformation physique de l'environnement qui marque la perception effective du changement. On a pu ainsi constater que le “vidage” du Grand Pavois, à Cenon, était totalement passé inaperçu de certains habitants du secteur (Bérénice) avant que ne commence la démolition physique des tours...

✓ La phase “transitionnelle” :

C'est la phase qui suit le relogement ou la livraison des programmes neufs, et qui consacre l'installation des ménages dans un nouvel environnement au sein duquel ils vont devoir, en fonction de l'éloignement du quartier d'origine ou de l'écart qualitatif entre l'ancien et le nouveau logement, renégocier plus ou moins leurs appartenances, leurs identifications et leur statut résidentiel.

Au delà des bilans immédiats qui se font spontanément sur le registre de la “satisfaction” ou de l’“insatisfaction” et qui portent essentiellement sur les questions de budget, de commodités ou de voisinage, il s'agit d'une situation intermédiaire entre la perte de certains des repères précédents et l'incertitude concernant les nouvelles conditions d'existence, à partir d'une nouvelle adresse et de sociabilités de proximité encore inconnues.

Les habitants rencontrés ont généralement conscience que ces changements ne vont pas fondamentalement changer leur vie, mais la plupart d'entre eux espèrent bénéficier de ce qu'ils pensent être une dynamique positive à l'échelle du territoire, sans être néanmoins certains que les problèmes rencontrés dans les situations précédentes ne se reproduiront pas (La Marègue, 8 mai 45).

En tout état de cause, le relogement reste largement une aventure individuelle, qui met en jeu des ressorts très profonds liés à l'histoire et à la trajectoire de chacun, et il arrive qu'il puisse rompre des équilibres personnels indépendamment des critères positifs qu'il affiche (logement satisfaisant et budget préservé). Nous avons ainsi pu constater à Carriet qu'un simple changement de rue, à quelques centaines de mètres du logement précédent dans le même quartier, pouvait être vécu comme un véritable drame par d'anciens rapatriés.

✓ La phase "d'acclimatation" :

Dans cette phase, il ne s'agit plus de l'installation au sens pratique et matériel, mais plutôt de l'inscription effective des rapports sociaux dans un nouveau cadre de vie, ou tout du moins à partir d'une nouvelle adresse.

Sauf exceptions, tout à fait minoritaires parmi les personnes rencontrées, les habitants ayant bénéficié d'un relogement se sont en général bien adaptés à leur nouvel habitat et à son environnement. Le critère de la "modernité", des prestations techniques du neuf par rapport à l'ancien (hormis les problèmes de malfaçon quasiment inhérents à toute livraison d'appartement) et la nouvelle image urbaine ainsi véhiculée se retrouvent dans nombre de discours ("*de toute manière ça ne pouvait pas rester comme ça*").

C'est lors de cette phase que l'on peut commencer à constater le recul de la notion de quartier au sens du territoire d'appartenance ou d'identification, que celle-ci soit effective ou seulement subie. Les positions vis à vis du territoire évoluent, et les préoccupations de "riverains" commencent à l'emporter sur des logiques de quartier (haut Carriet, notamment). C'est aussi à partir de cette phase que l'on constate les situations de co-présence sur un même territoire de groupes sociaux qui le vivent de manière très contrastée, en fonction de leurs statuts sociaux, des types de logements qu'ils occupent et de leur territoire de référence (mobilité).

On constate également que si de nouvelles exigences en terme de services urbains commencent à s'affirmer, le niveau de tolérance à l'égard de certains publics et de certaines contraintes dont on pouvait s'accommoder dans la situation précédente a en revanche nettement tendance à baisser.

Dans un contexte d'habitat renouvelé, il est de toute évidence plus difficile d'accepter la promiscuité avec des personnes ou des situations un peu atypiques, quand bien même leur présence ne dérangeait pas outre mesure dans une "cité" en fin de cycle. Sans minimiser le problème qui se profile implicitement derrière ce constat, celui des catégories qui sont et qui seront de plus en plus difficiles à reloger, on peut y voir l'indicateur assez net d'un désir implicite de repositionnement vers le haut.

Deux sites parmi les plus emblématiques du Grand Projet des Villes se trouvent selon nous en transition entre cette phase d'acclimatation et la suivante, ceux du haut Carriet à Lormont et celui du Bousquet à Bassens, deux secteurs sur lesquels les logements neufs sont livrés et occupés, mais dont le projet urbain n'est cependant pas achevé.

✓ La phase "post-ORU"

Cette phase est la dernière sur l'échelle de temporalité, celle au cours de laquelle la "vie ordinaire" est censée s'être installée alors que la période du renouvellement urbain est une page tournée.

Toute la question est alors de savoir si l'on est effectivement au début d'une ère de sédimentation urbaine dans un morceau de ville banalisée, si l'on a effectivement dépassé la logique précédente du "quartier d'habitat social" et, le cas échéant, avec quelles pertes ou quels bénéfices en terme d'identités, d'ancrage, d'appartenances territoriales, de mémoire collective, de culture(s) habitante(s), de liens sociaux, d'*urbanité* dans son acception la plus large.

C'est logiquement au cours des phases ultérieures de l'enquête, dans le cadre d'un suivi longitudinal, que l'on pourra porter un regard plus large sur ces questions, les sites abordant cette phase post ORU au "temps 0" de la présente étude étant encore trop peu nombreux.

Il est néanmoins possible de prendre la mesure, au moins sur ces deux quartiers, du contraste considérable qui existe entre les positions recueillies dans les phases amont du processus de renouvellement urbain et l'état d'esprit exprimé dans les phases de sortie.

Les habitants rencontrés sur les sites en question ont en effet une opinion largement positive sur leur nouvelle condition urbaine, plus majoritairement au Bousquet d'ailleurs, avec lequel Carriet n'est pas vraiment comparable.

Cette satisfaction ne s'exprime pas néanmoins sans s'accompagner de nouvelles demandes : services, commerces, espaces publics... Le renouvellement urbain n'épuise pas les attentes mais en créerait plutôt de nouvelles ; encore faut-il souligner que celles-ci s'inscrivent tout à fait dans le registre très classique de la ville ordinaire.

III - ENQUETE DETAILLEE / TABLEAUX DE SYNTHESE

TABLEAU GENERAL DE L'ENQUETE

	Entretiens Qualitatifs		Outils Psychosociale Collèges	Questionnaires fermés	TOTAL
L O R M O N T	Carriet	14	Collège Michel Montaigne : 23 élèves	Carriet : 20 Génicart : 20	112 lormontais
	Génicart	22			
	Olympies	3			
	Fontainebleau/Stadella	5			
	Le Carré des Iris	3			
	Les 8 pavillons	2			
	Total	49			
C E N O N	8 mai 45	12	Collège Jean Zay : 24 élèves	8 mai 45 : 28 La Marègue : 12	112 cenonnais
	La Saraillère	4			
	Copropriété Bérénice	4			
	La Marègue	13			
	Bas Cenon	8			
	Cèdres/Plaisance	7			
	Total	48			
B A S S E N S	Le Bousquet	14	Collège Manon Cormier : 19 élèves	Le Bousquet : 30	72 bassenais
	Les Datz	4			
	Le Moura	5			
	Total	23			
F L O I R A C	Cité Libération	8	Collège Yves Dumanoir : 18 élèves	Cité Libération: 20 Dravemont : 20	88 floiracais
	Dravemont	6			
	Cité du Midi	8			
	Quartier Jean Jaurès	1			
	Sérillan	4			
	La Burthe	3			
	Total	30			
TOTAL		150 entretiens	84 élèves rencontrés	150 questionnaires	384 interviewés

**RECAPITULATIF DES TYPOLOGIES DE TERRAIN
D'ENQUETE
ET DES SITES CORRESPONDANTS**

Typologies de terrains	Communes	Sites	Contacts	Tramway
Secteurs concernés par une démolition reconstruction	Floirac	Cité Libération	8	NON
	Cenon	8 mai 45	12	OUI
	Lormont	Génicart 3	6	OUI
		Les Cimes	7	OUI
		Génicart 1	9	
		Haut Carriet	7	OUI
Bassens	Le Bousquet	14	NON	
Secteurs concernés par une réhabilitation / résidentialisation	Floirac	Dravemont	6	OUI
	Cenon	La Sarailière	4	OUI
		La Marègue (Chistera / Verlaine)	13	OUI
Secteurs potentiellement sensibles non concernés par les projets actuels	Floirac	Cité du Midi	8	NON
	Cenon	Gredy – Tour Blanche – Bas Cenon	8	OUI
	Lormont	Olympies	3	OUI
		Bas Carriet	6	NON
	Bassens	Le Moura	5	NON

Typologies de terrains	Communes	Sites		Tramway
Secteurs riverains	Floirac	Quartier Jean Jaurès	1	NON
	Lormont	Copropriété Fontainebleau Résidence Stadella	5	OUI
	Cenon	Copropriété Bérénice	4	OUI
	Bassens	Les Datz	4	NON
Secteurs éloignés des logements sociaux	Floirac	La Burthe	3	NON
	Lormont	Pavillonnaire entre Hautefort et Carrefour (les 8 pavillons)	2	NON
	Bassens	Lotissement Montsouris		NON
	Cenon	Les Cèdres - Plaisance	7	NON
	Floirac	Sérillan	4	NON
Nouveaux quartiers	Cenon	ZAC Victor HUGO		OUI
	Lormont	Carré des Iris	3	OUI
		Les Cèdres / Les Pins (Carriet)	1	NON

PROFIL DES PERSONNES RENCONTREES – ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

150 personnes / 4 communes

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
Données relatives à l'enquête	
<p><u>Le sexe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 40% d'hommes ▪ 60% de femmes 	<p><u>Le sexe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 59 hommes interviewés ▪ 91 femmes interviewées
<p><u>L'âge :</u></p> <p><i>Age moyen de l'échantillon : 51 ans</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 28% de 20-39 ans ▪ 39% entre 40-59 ans ▪ 33% de 60 ans ou plus 	<p><u>L'âge :</u></p> <p><i>Age moyen de l'échantillon : 51 ans</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 41 habitants de 20 à 39 ans ▪ 59 habitants de 40 à 59 ans ▪ 50 habitants de 60 ans ou plus
<p><u>Commune de résidence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 32% de Cenonnais ▪ 33% de Lormontais ▪ 15% de Bassenais ▪ 20% de Floiracais 	<p><u>Commune de résidence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 48 résidents issus de Cenon ▪ 49 résidents issus de Lormont ▪ 23 résidents issus de Bassens ▪ 30 résidents issus de Floirac
<p><u>Nationalité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 76% de nationalité française ▪ 12% de nationalité étrangère ▪ 3% de double nationalité <p>→ 9% de nationalités inconnues</p>	<p><u>Nationalité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 114 enquêtés sont de nationalité française ▪ 18 enquêtés sont de nationalité étrangère ▪ 4 enquêtés ont une double nationalité <p>→ 14 nationalités inconnues</p>
<p><u>Activité professionnelle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 50% d'actifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 83% sont en emploi - 17% sont en recherche d'emploi ▪ 50% d'inactifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 67% de retraités - 7% de personnes en incapacité de travailler - 26% d'autres inactifs 	<p><u>Activité professionnelle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 75 actifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 62 sont en emploi - 13 sont en recherche d'emploi ▪ 75 inactifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 50 retraités - 5 personnes en incapacité de travailler - 20 autres inactifs
<p><u>Lieu d'emploi :</u></p> <p><i>Parmi les 41% d'actifs en emploi :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 32% travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Droite ▪ 41% travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Gauche ▪ 11% travaillent sur plusieurs communes de la CUB ▪ 11% travaillent hors CUB <p>→ 5% de lieux de travail inconnus</p>	<p><u>Lieu d'emploi :</u></p> <p><i>Parmi les 62 actifs en emploi :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Droite ▪ 25 travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Gauche ▪ 7 travaillent sur plusieurs communes de la CUB ▪ 7 travaillent hors CUB <p>→ 3 lieux de travail inconnus</p>

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
Données relatives à l'enquête (suite)	
Type d'emploi : <i>Parmi les 41% d'actifs en emploi :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 82% d'emplois stables ▪ 18% d'emplois précaires 	Type d'emploi : <i>Parmi les 62 actifs en emploi :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 51 ont un emploi stable ▪ 11 ont un emploi précaire
Données relatives au ménage	
Typologie du ménage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 35% de couples avec enfant(s) ▪ 24% de couples sans enfant ▪ 14% de familles monoparentales ▪ 2% de familles recomposées ▪ 25% d'isolés 	Typologie du ménage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 53 couples avec enfant(s) ▪ 36 couples sans enfant ▪ 20 familles monoparentales ▪ 3 familles recomposées ▪ 38 isolés
Taille du ménage : <i>En moyenne : 2,6 personnes/foyer</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 25% de foyers comprenant 1 seul membre ▪ 65% de foyers comprenant 2 à 4 membres ▪ 10% de foyers comprenant 5 membres + 	Taille du ménage : <i>En moyenne : 2,6 personnes/foyer</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 38 ménages composés d'1 seule personne ▪ 97 ménages composés de 2 à 4 personnes ▪ 15 ménages composés de 5 personnes ou plus
Nombre d'enfant(s) à charge : <i>En moyenne : 0,9 enfants à charge/foyer</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 53% sans enfant à charge ▪ 18% avec 1 enfant à charge ▪ 19% avec 2 enfants à charge ▪ 10% avec 3 enfants ou plus à charge 	Nombre d'enfant(s) à charge : <i>En moyenne : 0,9 enfants à charge/foyer</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 79 ménages n'ont aucun enfant à charge ▪ 27 ménages ont un unique enfant à charge ▪ 29 ménages ont 2 enfants à charges ▪ 15 ménages ont 3 enfants ou plus à charge
Motorisation du ménage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 19% ne disposent d'aucun véhicule ▪ 77% disposent au minimum d'1 véhicule <p style="color: green;">→ 4% de motorisations inconnues</p>	Motorisation du ménage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 28 ménages ne disposent d'aucun véhicule ▪ 116 ménages disposent au minimum d'1 véhicule <p style="color: green;">→ 6 motorisations inconnues</p>
Ancienneté dans le logement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 11% d'installés depuis moins d'1an ▪ 31% d'installés depuis 1 à 4ans ▪ 19% d'installés depuis 5 à 10 ans ▪ 38% d'installés depuis plus de 10 ans <p style="color: green;">→ 1% d'anciennetés inconnues</p>	Ancienneté dans le logement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 17 ménages présents depuis moins d'1 an ▪ 46 ménages présents depuis 1 à 4 ans ▪ 29 ménages présents depuis 5 à 10 ans ▪ 57 ménages présents depuis plus de 10 ans <p style="color: green;">→ 1 ancienneté inconnue</p>
Avant dernière adresse du ménage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 19% vivaient sur la Rive Gauche (CUB) ▪ 47% vivaient sur la Rive Droite (CUB) ▪ 7% vivaient hors CUB mais en Gironde ▪ 7% vivaient dans autre département ▪ 1% vivaient à l'étranger ▪ 4% s'installent pour la première fois (vivaient antérieurement chez les parents) <p style="color: green;">→ 15% d'avant-dernières adresses inconnues</p>	Avant dernière adresse du ménage : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 28 ménages vivaient sur la Rive Gauche ▪ 70 ménages vivaient sur la Rive Droite ▪ 11 ménages vivaient hors CUB mais en Gironde ▪ 11 ménages vivaient dans un autre département ▪ 1 ménage vivait à l'étranger ▪ 6 ménages s'installent pour le première fois <p style="color: green;">→ 23 avant-dernières adresses inconnues</p>

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
Données relatives au conjoint	
Nombre de conjoints : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60% ont un conjoint ▪ 40% n'ont pas de conjoint 	Nombre de conjoints : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 90 enquêtés ont un conjoint ▪ 60 enquêtés n'ont pas de conjoint
L'âge du conjoint : <i>Age moyen du conjoint : 45 ans</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪32% de 20-39 ans ▪30% entre 40-59 ans ▪29% de 60 ans ou plus <p style="color: green;">→ 9% d'âges du conjoint inconnus</p>	L'âge du conjoint : <i>Age moyen du conjoint : 45 ans</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪29 conjoints de 20 à 39 ans ▪27 conjoints de 40 à 59 ans ▪26 conjoints de 60 ans ou plus <p style="color: green;">→ 8 âges du conjoint inconnus</p>
Activité professionnelle du conjoint : <i>Sur les 60% de conjoints répertoriés :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 62% d'actifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 88% sont en emploi - 12% sont en recherche d'emploi ▪ 33% d'inactifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 73% de retraités - 7% de personnes en incapacité de travailler - 20% d'autres inactifs <p style="color: green;">→ 5% d'activités professionnelles du conjoint inconnues</p>	Activité professionnelle du conjoint : <i>Sur les 90 conjoints répertoriés:</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 56 actifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 49 sont en emploi - 7 sont en recherche d'emploi ▪ 30 inactifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 22 retraités - 2 personnes en incapacité de travailler - 6 autres inactifs <p style="color: green;">→ 4 activités professionnelles du conjoint inconnues</p>
Lieu d'emploi du conjoint : <i>Parmi les 54% de conjoints actifs en emploi :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 25% travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Droite ▪ 51% travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Gauche ▪ 10% travaillent sur plusieurs communes de la CUB ▪ 4% travaillent hors CUB <p style="color: green;">→ 10% de lieux de travail du conjoint inconnus</p>	Lieu d'emploi du conjoint : <i>Parmi les 49 conjoints actifs en emploi :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 12 travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Droite ▪ 25 travaillent sur l'une des communes de la CUB côté Rive Gauche ▪ 5 travaillent sur plusieurs communes de la CUB ▪ 2 travaillent hors CUB <p style="color: green;">→ 5 lieux de travail du conjoint inconnus</p>
Type d'emploi du conjoint : <i>Parmi les 54% de conjoints actifs en emploi :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪82% d'emplois stables ▪18% d'emplois précaires 	Type d'emploi du conjoint : <i>Parmi les 49 conjoints actifs en emploi :</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪40 ont un emploi stable ▪9 ont un emploi précaire
Données relatives aux enfants à charge	
Nombre moyen d'enfants à charge : 1,9 enfants (calcul effectué sur la base des 71 ménages ayant déclarés avoir au minimum un enfant à charge)	
Age moyen des enfants à charge : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Age moyen du 1^{er} enfant : 13 ans (calcul effectué sur la base des 69 âges répertoriés) ▪ Age moyen du 2^{ème} enfant : 9 ans (calcul effectué sur la base des 43 âges répertoriés) ▪ Age moyen du 3^{ème} enfant : ans (calcul effectué sur la base des 14 âges répertoriés) 	

150 personnes / 4 communes – mai juin 2008

Profil de l'échantillon en termes de pourcentages	Profil de l'échantillon en termes d'effectifs
<p><u>Le sexe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪29% d'hommes ▪70% de femmes 	<p><u>Le sexe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪44 hommes interviewés ▪106 femmes interviewées
<p><u>L'âge :</u> Age moyen de l'échantillon : 40 ans</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪55% de 18-39 ans ▪31% entre 40-59 ans ▪14% de 60 ans ou plus 	<p><u>L'âge :</u> Age moyen de l'échantillon : 40 ans</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪83 habitants de 18 à 39 ans ▪47 habitants de 40 à 59 ans ▪20 habitants de 60 ans ou plus
<p><u>Commune de résidence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪27% de Cenonnais ▪27% de Lormontais ▪19% de Bassenais ▪27% de Floiracais 	<p><u>Commune de résidence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪40 résidents issus de Cenon ▪40 résidents issus de Lormont ▪30 résidents issus de Bassens ▪40 résidents issus de Floirac
<p><u>Activité professionnelle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 55% d'actifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 65% sont en emploi - 35% sont en recherche d'emploi ▪ 45% d'inactifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 29% de retraités - 15% de personnes en incapacité de travailler - 56% d'autres 	<p><u>Activité professionnelle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 82 actifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 53 sont en emploi - 29 sont en recherche d'emploi ▪ 68 inactifs parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 20 retraités - 10 étudiants - 38 autres
<p><u>Typologie du ménage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪37% de couples avec enfant(s) ▪13% de couples sans enfant ▪20% de familles monoparentales ▪3% de familles recomposées ▪27% d'isolés 	<p><u>Typologie du ménage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪55 couples avec enfant(s) ▪20 couples sans enfant ▪30 familles monoparentales ▪5 familles recomposées ▪40 isolés
<p><u>Motorisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 55% ne possèdent aucun véhicule ▪45% possèdent au minimum 1 véhicule 	<p><u>Motorisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪82 enquêtés ne disposent d'aucun véhicule ▪68 enquêtés disposent au minimum d'1 véhicule

Réponses au questionnaire fermé sur les 4 communes du GPV

	GLOBAL		LORMONT		CENON		FLOIRAC		BASSENS	
	Tous	OUI	Carriet	Génicart	8 mai 45	La Maréque	Libération	Dravemont	Le Bousquet	OUI
1	19%	15%	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
2	55%	70%	70%	70%	68%	42%	45%	40%	47%	47%
3	59%	55%	55%	60%	57%	67%	95%	55%	27%	27%
4	54%	80%	80%	35%	64%	50%	20%	45%	83%	83%
5	47%	75%	75%	30%	46%	50%	30%	30%	70%	70%
6	46%	65%	65%	40%	36%	42%	25%	40%	73%	73%
7	51%	70%	70%	70%	54%	42%	40%	30%	50%	50%
8	56%	55%	55%	55%	57%	83%	25%	50%	70%	70%
9	51%	80%	80%	55%	54%	83%	10%	35%	40%	40%
10	30%	40%	40%	25%	25%	42%	25%	20%	30%	30%
11	16%	20%	20%	5%	21%	25%	15%	10%	17%	17%
12	44%	55%	55%	60%	36%	58%	20%	35%	43%	43%
13	83%	90%	90%	90%	86%	100%	55%	70%	87%	87%
14	75%	100%	100%	55%	79%	92%	30%	70%	97%	97%
15	71%	95%	95%	80%	50%	83%	55%	55%	80%	80%
16	51%	70%	70%	35%	54%	58%	25%	30%	83%	83%
17	91%	95%	95%	100%	79%	92%	95%	80%	93%	93%
18	73%	80%	80%	70%	82%	67%	100%	50%	60%	60%
19	62%	75%	75%	75%	68%	67%	25%	50%	77%	77%
20	72%	80%	80%	80%	75%	75%	60%	40%	93%	93%

Effectif total : 150 habitants questionnés dont

40 lormontais → 20 habitants de Carriet et 20 habitants de Génicart

40 cenonnais → 28 habitants du 8 mai 45 et 12 de La Maréque

40 floiracais → 20 habitants de Dravemont et 20 habitants de Libération

30 bassenais → 23 habitants du Bousquet et 7 habitants du Square Paul Bert

SUITES DE LA DEMARCHE

Suivi longitudinal

L'enquête fera l'objet d'un suivi sur un minimum de 2 ans, selon des modalités et des priorités qui feront l'objet d'un cahier des charges spécifique début 2009.

En toute hypothèse, les questions prioritaires à vérifier et à approfondir à la suite de la présente enquête devront être :

- la vérification sur la durée de la pertinence de la grille des temporalités et sa valeur en temps qu'outils d'anticipation :
- l'évolution des sociabilités, les nouvelles fragmentations, les rapports entre anciens et nouveaux habitants,
- la montée éventuelle des besoins en terme de services urbains,
- la communication

Proposition sur le plan méthodologique :

- Reconduire les outils les plus performants et les plus maniables :
 - Les entretiens semi-directifs
 - Le questionnaire fermé
 - Les questionnaires ouverts dans les 4 collèges (mêmes classes), accompagnés d'entretiens de groupes avec des jeunes.
- Reconduire les investigations sur les 6 typologies initiales (situations habitantes) avec une certaine pondération :
 - concentrer l'échantillon sur les sites directement concernés par les ORU, ou situés à proximité immédiate, en raison du faible "rendement" et du faible intérêt des sites les plus extérieurs.

GUIDE D'ENTRETIEN

Durée : 1 h à 1 h 30

1 - Perception du changement

- Connaissance

- Y a-t-il sentiment que la rive droite est en train de changer ?
 - Depuis quand ?
 - A quoi cela se perçoit-il essentiellement ?
 - Quelle connaissance des projets, de ce qui se transforme en général ?
 - Quelles sources d'information, qualité de ces informations, l'information en général ?
 - Quelles sont les éléments de changement considérés comme les plus importants ?
 - réponses spontanées
 - le tramway
 - les espaces publics (voiries, avenues),
 - les espaces de nature (parcs, coteaux)
 - le bâti, les nouveaux équipements,
 - le renouvellement des cités :
 - lesquelles, niveau de connaissance, "vitrine" éventuelle (Carriet depuis l'autoroute, par ex)
- ➔ identifier : le visible (structures) / le sensible (climat, relations, valeurs)

- Jugements

- Appréciation globale sur ces changements ?
- Sentiment d'un nouveau statut pour la rive droite ?
 - Pour certaines parties de la RD seulement ?
- Ce que c'était "avant", ce que c'est en train de devenir
 - Bénéfices / pertes ? (+ tranquille / - tranquille, prix qui ont monté, etc...)
 - Trop de changements, trop vite, ou rattrapage attendu ?
- A qui profitent ces changements ?
 - A tout le monde, seulement à certains ?
 - Est-ce que ça unifie ou est-ce que ça creuse les écarts ?
- Le changement urbain entraîne t-il un changement social ?

- Positionnement personnel (transition avec 2)

- Est-on soi-même concerné par ce changement ?
- Sur quel plan, en quelle manière ?

2 - Territoires, pratiques, sociabilités (les lieux, les usages, les relations)

- Territoire de référence, territoires pratiqués

- *A quelle échelle se réfère-t-on, comment se situe-t-on ?*
 - *Quartier, secteur, commune, RD, agglo...*
- Territoire du quotidien : valeurs d'usage, qualités, difficultés
 - Logement, résidence, espaces de transition
 - Services et commodités (commerces, services divers, écoles, loisirs éducation...)
 - Transports, déplacements
 - Espaces publics, espaces verts
 - ➔ **Sentiment d'évolution ?** Sur quels plans, à cause de quoi ?
 - ➔ Améliorations attendues, déceptions éventuelles
- Territoire élargi, partage de l'espace, sélectivité
 - Ce qu'on fait sur place, ce qu'on préfère aller faire ailleurs
 - Modification des pratiques depuis qu'il y a eu des changements?
 - Sentiment d'ouverture ou de captivité
 - Lieux de référence / lieux fréquentés / lieux qu'on évite : critères, évolutions

- Vie sociale, identifications, climat relationnel

- *Aux différentes échelles du territoire vécu*
 - *Quartier, secteur, commune, RD, agglo*
- Sentiment d'appartenance à l'environnement (notamment au quartier), démarquage
 - Oui, non, plus ou moins
 - Délimitations, frontières (ici / en face / là-bas / autres communes...)
 - Démarcations (eux / nous, etc)
- Identifications des catégories et des groupes
 - Lecture de l'environnement social
 - Sociabilités de proximité, relations subies, relations choisies
- Climat relationnel, tranquillité, sécurité
- ➔ **Evolutions**
 - Permanences, changements ?
 - Bénéfices / pertes / évolution du statut personnel ?
 - Liens entre transformation physique et modification du climat relationnel
 - Par un déplacement des lieux et des gens (mises à distance, etc)
 - Qualité urbaine ➔ améliorations sociales ?
 - Attentes, impatiences, déceptions ?

- Perception de l'investissement public

- Utilité globale des transformations engagées ?
 - Légitimité des actions, recul du sentiment d'abandon ?
- Perception de l'envergure / cohérence de l'action publique engagée ?
 - liens effectués entre les différentes opérations (éloignées ou de nature différente...)
- Attribution de la responsabilité du changement
 - Mairie(s)
 - CUB
 - GIP GPV
 - Autres

- Poids du renouvellement des “cités“ dans le changement d'image

- Amélioration de l'adresse (pour soi) ?
 - valeurs renvoyées par la transformation du cadre de vie
 - banalisation, apaisement, moindre pression ?

→ des quartiers qui deviennent “comme les autres“ ? C'est à dire ?
- Amélioration de la rive droite dans le regard des autres ?
 - Sur quoi ? Depuis quand ?
 - Processus qui paraît durable (irréversible) ?
 - Y a-t-il des images qui ne changeront jamais quoi qu'on y fasse ?

→ Évolution de la réputation

- Projections

- Sur l'évolution générale de la rive droite
 - Sur l'évolution de son environnement proche
 - Sur son propre avenir d'un point de vue résidentiel
- Modification de ces points de vue depuis que le changement est amorcé ?